

Rapport Financier Annuel

Exercice clos le 31 décembre 2012

Coheris

22 quai Gallieni

92150 Suresnes

Tél. : +33 (0)1 57 32 60 60

Fax : +33 (0)1 57 32 62 00



Préambule

Le présent rapport financier comprend :

- les comptes sociaux de la société Coheris établis selon les normes comptables françaises pour l'exercice 2012 ainsi que le rapport des Commissaires aux Comptes y afférent,
- les comptes consolidés du groupe Coheris établis selon les normes IFRS pour l'exercice 2012 ainsi que le rapport des Commissaires aux Comptes y afférent.

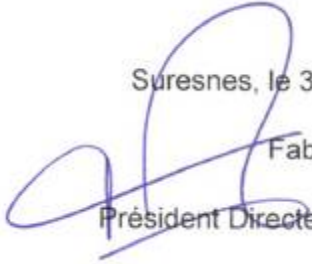
Les comptes sociaux et consolidés ont été examinés et arrêtés par Conseil d'Administration de la société Coheris le 27 mars 2013.

Sommaire

1. Attestation du Responsable du document.....	3
2. Rapport de gestion du groupe.....	3
3. Comptes sociaux.....	26
4. Comptes consolidés en normes IFRS.....	41
5. Honoraires des Commissaires aux Comptes.....	58
6. Rapport général des Commissaires aux Comptes sur les comptes sociaux.....	58
7. Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés.....	60

1. Attestation du Responsable du document

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés et les comptes sociaux présentés dans le présent Rapport Financier Annuel 2012 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et le rapport de gestion ci-joint, présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Suresnes, le 30 avril 2013

Fabrice ROUX,
Président Directeur Général.

2. Rapport de gestion du groupe

Etabli par le Conseil d'Administration et présenté à l'Assemblée Générale Mixte du 13 juin 2013

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la loi et aux statuts, nous vous avons réuni en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle afin de vous rendre compte de la situation et de l'activité de notre Société et de ses filiales durant l'exercice clos le 31 décembre 2012 et de soumettre à votre approbation les comptes annuels dudit exercice.

Nous vous donnerons toutes précisions et tous renseignements complémentaires concernant les pièces et documents prévus par la réglementation en vigueur et qui ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.

Vous prendrez ensuite connaissance des rapports des Commissaires aux Comptes.

1.1 Activité du groupe

1.1.1 Situation de Coheris et évolution de l'activité pendant l'exercice écoulé

Le chiffre d'affaires de Coheris a été pénalisé par des conditions de marché très défavorables en 2012, avec une baisse de 16,8% à 17,1 millions d'euros. La baisse du chiffre d'affaires provient essentiellement des services associés (44% des ventes(1)) et des solutions de CRM (64% des ventes(2)). En revanche, l'activité de maintenance (40% des ventes(1)) s'est maintenue à un niveau élevé et les solutions de Business Intelligence (32% des ventes(2)) ont particulièrement bien performé.

Coheris est parvenu à améliorer la situation au second semestre de l'exercice avec un chiffre d'affaires en hausse séquentielle de 3,6 % par rapport au premier semestre, grâce au quasi doublement des revenus de licences. Le Groupe a consacré une part significative de ses ressources à l'innovation avec le lancement de plusieurs nouvelles versions de ses produits au quatrième trimestre 2012 (Coheris CRM 5.5, Coheris Trade 4.2 et Coheris Liberty 8.7). Il a commencé à tirer les premiers bénéfices de la réorganisation commerciale et marketing initiée en début d'année (recrutement de managers commerciaux expérimentés, montée en compétence des équipes commerciales, recrutement d'un Chief Product Officer pour une meilleure coordination et une accélération des évolutions produits). Le Groupe a ainsi gagné plus de 30 nouveaux clients dans le CRM et la Business Intelligence au cours de l'exercice.

(1) par nature (licences, maintenance, prestations associées)

(2) par gamme de produits (CRM, BI, divers)

Dans un contexte de forte pression sur les revenus et de maintien des dépenses de R&D, le résultat opérationnel courant ressort déficitaire de 1,72 million d'euros sur l'ensemble de l'exercice 2012. Les investissements bruts (hors impact du CIR) en matière de R&D se sont élevées à 4,3 millions d'euros (dont 2,7 millions d'euros activés hors impact du CIR), soit 25 % du chiffre d'affaires alors que les autres postes de dépenses ont baissé de 15 % en 2012.

La situation s'est améliorée au second semestre de l'exercice grâce à un niveau d'activité supérieur et à la maîtrise des charges d'exploitation. La perte de résultat opérationnel courant a été réduite à 0,68 millions d'euros au second semestre de l'exercice contre 1,04 million d'euros au premier semestre de l'exercice.

Coheris a engagé sur la fin de l'année un plan de maîtrise des coûts opérationnels qui s'est traduit par des charges de restructuration de 0,4 million d'euros. Ces charges, qui ont pesé sur le résultat opérationnel 2012, permettront de réduire significativement la structure de coûts du Groupe dès l'exercice 2013.

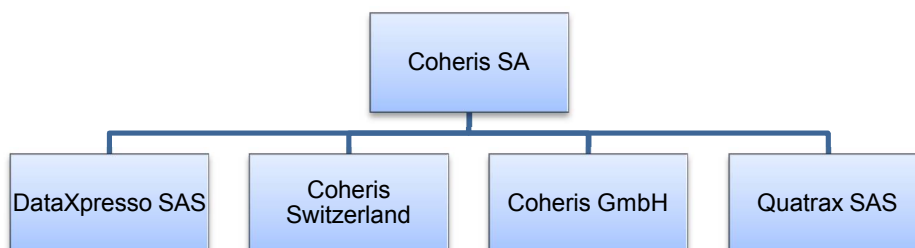
Coheris dispose d'une trésorerie nette de 4,62 millions d'euros et de capitaux propres de 17,11 millions d'euros à la clôture de l'exercice.

1.1.2 Activité des filiales

Le périmètre du groupe a été impacté au cours de l'exercice des événements suivants :

- Jeemeo, start-up spécialisée dans l'édition de logiciel de social CRM, est sortie du groupe au second semestre 2012 en raison d'une décision du Président de la société de déposer une déclaration de cessation des paiements en date du 10 octobre 2012. Par un jugement du 18 octobre 2012, le tribunal de commerce de Nanterre a décidé la liquidation de la société.
- la société Coheris Benelux, n'ayant plus d'activité, a été dissoute en date du 14 décembre 2012.

A l'issue de ces opérations, l'organigramme du Groupe est le suivant :



Toutes les filiales de Coheris sont détenues à 100% par Coheris.

Les sociétés sont liées par des contrats ou conventions de quatre types :

- des conventions d'assistance technique, par lesquelles Coheris SA apporte aux filiales des prestations de service dans les domaines suivants : communication et marketing, commercial, administratif et financier. Ces conventions font l'objet de facturations sur la base des besoins des filiales. En 2012, les facturations à ce titre se sont élevées à 61 K€ (63 K€ en 2011).
- des contrats commerciaux ou des commandes portant sur les cessions de licences ou la fourniture de services. En 2012, les facturations de Coheris se sont élevées à 19 K€ (3 K€ en 2011). Les filiales ont facturé 280 K€ à Coheris (61 K€ en 2011).
- un contrat de distribution de licences et de maintenance entre la société DataXpresso et Coheris SA (Ex Spad). En 2012, la facturation de DataXpresso à Coheris s'est élevée à 815 K€ (1 048 K€ en 2011).
- une convention de sous-location de locaux entre la société DataXpresso et Coheris SA pour un montant de 108 K€.
- une convention de sous-location de locaux entre la société Quatrax et Coheris SA pour un montant de 54 K€.

Le tableau des filiales et participations de l'annexe de Coheris SA donne des informations relatives à l'activité et aux résultats des filiales de la société, informations complétées par les éléments ci-dessous.

Coheris Switzerland

Coheris Switzerland, installée à Baar, exerce une activité de vente et d'intégration de logiciels Coheris auprès de grands comptes en Suisse, en Allemagne et en Italie.

Le chiffre d'affaires 2012 s'élève à 78 K€ contre 177 K€ en 2011, soit une baisse de 44 %. La marge opérationnelle ressort à - 10 K€ en 2012 contre 10 K€ en 2011.

L'effectif de la société est d'un consultant et a été constant sur l'exercice 2012.

DataXpresso

DataXpresso est éditeur de progiciels de Datamining et de Data Quality Management. Ces progiciels sont commercialisés et intégrés par la société anciennement dénommée SPAD qui a fusionné avec Coheris SA au cours de l'exercice 2007.

En 2012, DataXpresso a réalisé un chiffre d'affaires de 815 K€ contre 1 048 K€ en 2011. Le résultat opérationnel ressort à 169 K€ contre 386 K€ en 2011.

L'effectif de la société est de 6 personnes à la fin de l'exercice 2012.

Quatrx

Quatrx, acquise en mai 2011. Est une société de conseil spécialisée dans les Etudes Marketing Client et les solutions de Pilotage de la Performance.

En 2012, Quatrx a réalisé un chiffre d'affaires de 1 178 K€ contre 1 284 K€ en 2011. Le résultat opérationnel ressort à 20 K€ contre - 184 K€ en 2011.

L'effectif de la société est de 10 personnes à la fin de l'exercice 2012.

Coheris GmbH

Cette société n'a plus d'activité commerciale directe et n'a plus de personnel sur place. Des clients actifs restent toutefois liés sous forme de contrat de maintenance. Ces contrats sont gérés par les équipes techniques, administratives et commerciales de Coheris SA. Pour des questions de rationalisation et d'optimisation administrative et commerciale, le fonds de commerce ont été transférés à Coheris sous forme de location gérance.

La procédure de fermeture de Coheris GmbH a été initiée au cours de 2012 en raison de l'absence d'activité sur le territoire allemand.

1.1.3 Évolution récente et perspectives 2012

1.4.1.1 Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

Aucun événement pouvant avoir une incidence significative sur les comptes n'est intervenu après la date de clôture.

1.4.1.2 Perspectives

Dans un contexte économique tendu, le Groupe a pour objectif de restaurer sa rentabilité opérationnelle en 2013. L'activité devrait être soutenue par l'innovation produit, le lancement de plusieurs versions majeures de ses logiciels et le renforcement de ses performances commerciales par le biais notamment d'actions en direction de ses partenaires intégrateurs.

En parallèle, le Conseil d'Administration de Coheris a décidé de réaliser une revue stratégique et opérationnelle du portefeuille d'activités de Coheris. Les conclusions de cette revue seront rendues publiques à l'occasion des résultats semestriels de Coheris en septembre 2013.

Les principaux axes de développement liés au business model éditeur restent les suivants :

- investissements importants en marketing autour à la fois des produits mais également de l'image et la notoriété de Coheris comme acteur significatif sur l'édition de logiciels de CRM, BI et Datamining,
- intégration encore plus forte des offres logiciels comme par exemple le CRM prédictif qui intègre au CRM les outils et modèles de Datamining afin d'analyser et prédire les comportements futurs des consommateurs,
- renforcement de sa politique des ventes indirectes et des partenariats avec des intégrateurs et distributeurs afin de développer les ventes de licences et de maintenance,
- maintien d'un niveau élevé d'investissements en R&D afin de disposer en permanence de produits « up to date » et répondant aux besoins et aspirations du marché,
- le lancement de nouvelles versions enrichies sur le plan technique mais également fonctionnel.

Les activités de Recherche et Développement se sont poursuivies au cours de l'exercice tant chez Coheris SA que dans sa filiale DataXpresso. Ces travaux sont la suite des programmes de recherche engagés avec l'ANVAR depuis 1997 et portent sur le développement des progiciels commercialisés : notamment les différentes versions de Coheris CRM, Coheris TRADE, Coheris LIBERTY (BI), Coheris SPAD (Datamining).

Ils mettent en œuvre des technologies relatives aux systèmes de gestion de bases de données (relationnelles et vectorielles), aux serveurs d'applications et aux environnements de développement en architecture N-tiers.

Les activités de Recherche et Développement de Coheris se déclinent au travers de différentes missions. Il s'agit en phase amont du cycle de vie des progiciels, de travaux qui portent sur l'abstraction des besoins exprimés. Cette phase a pour objectif une mise en œuvre qui permet de conserver l'aspect générique de la solution. La phase amont inclut également la réalisation de prototypes destinés à des validations techniques et technologiques. Une partie de l'activité est également consacrée au développement, activité qui porte à la fois sur des fonctions génériques, pour enrichir les socles de développement, et sur des fonctions métier. Ces travaux font l'objet d'une phase complémentaire d'industrialisation destinée à conférer, en plus d'une compatibilité avec les socles technologiques, des qualités de robustesse et de performance aux progiciels. De manière permanente et transverse, une partie des activités de Recherche et Développement est consacrée à la veille technologique et à l'amélioration des aspects « qualité » des travaux.

C'est ainsi qu'au cours de l'exercice 2012 les travaux ont principalement porté sur :

Gestion de la relation et de la connaissance client

En 2012, Coheris a publié la version 5.5 de Coheris CRM for the Web. Les évolutions de cette nouvelle version portent autour de la mobilité, de spécialisations métier, et du décisionnel.

- Une offre CRM mobile riche et adaptée : Dans la continuité de sa solution nomade, Coheris CRM renforce son offre de mobilité et permet désormais d'accéder et d'interagir avec les données clients sur terminaux mobiles (tablettes ou Smartphones). Il offre notamment un véritable « compagnon CRM Smartphone », application dédiée pour iPhone, qui permet aux forces de vente et aux techniciens de gérer en temps réel sur le terrain les informations clefs pour leurs relations avec les clients. Au-delà de l'aspect technologique, Coheris a vraiment pris le parti d'imaginer des solutions répondant aux usages en situation mobile, pour les opérationnels comme pour les managers.
- Des apports métiers pour une relation client plus dynamique : Les enjeux Business requièrent toujours plus d'agilité commerciale. Pour accompagner les directions stratégiques dans leur développement, Coheris CRM 5.5 optimise la gestion et le pilotage des forces de vente au travers d'une meilleure sectorisation commerciale et le suivi des objectifs. De même, le challenge des équipes marketing est de proposer des interactions personnalisées, pour des clients plus satisfaits. Coheris CRM enrichit l'intelligence client et facilite ainsi le rebond commercial et les offres promotionnelles personnalisées (Next Best Action, Next Best Offer).
- Un pilotage de la performance plus agile pour les décideurs : plus que jamais, mettre l'information et la valeur client à la portée des managers et des décideurs est la clef d'une stratégie d'entreprise performante. Pour tirer profit de ce potentiel et décliner ses analyses en décisions opérationnelles, Coheris 5.5 apporte de nombreuses évolutions autour de son module de Business Intelligence et permet de faire parler les données CRM au travers de tableaux de bords plus dynamiques, une visualisation graphique plus pertinente, ainsi que l'introduction de cartographies interactives.
- En outre, l'ergonomie de cette nouvelle version bénéficie de la convergence des applications web et des nouveaux usages mobiles (Apps), pour une interface épurée et accessible, plus simple, plus intuitive et plus personnalisable par les utilisateurs.

Parallèlement, une nouvelle version de Coheris Care, l'édition SaaS de Coheris CRM dédiée aux services clients a également été déployée pour l'ensemble des clients. Cette nouvelle version intègre les évolutions suivantes :

- Extension de la gestion Helpdesk et du support technique : contrat de maintenance, SLA associés etc.
- Gestion de modèle type de réclamations et d'intervention technique : les utilisateurs peuvent sélectionner ces modèles pour qualifier automatiquement leur sollicitation.
- Gestion des réclamations groupées
- Gestion d'opération promotionnelle pour du rebond commercial : ciblage des clients et des offres produit à leur proposer
- Self-service : FAQ publique, formulaire web de sollicitation orientée B2C et accès selfcare pour les B2B : ouverture aux interlocuteurs clients pour le suivi de leur compte, création de demande
- Améliorations ergonomiques : préférences utilisateurs, look & feel
- Extension du reporting opérationnel sur le bureau, cloud tag

Optimisation des forces commerciales et du merchandising

Solutions d'aide à la négociation et à la décision métier, Coheris Trade et Coheris Merch aident les fournisseurs de la grande distribution, du luxe, de la pharmacie et de la parapharmacie à valoriser le référencement et les mises en avant de leurs marques sur le lieu de vente. L'année 2012 a vu la publication d'une nouvelle version de chacune de ces solutions.

La version 4.2 de Coheris Trade apporte des réponses en termes de spécialisation métier, de performance, et d'agilité :

- Métier : Trade 4.2 propose des solutions concrètes aux problématiques métiers rencontrées par les forces commerciales itinérantes, comme la gestion et la centralisation des ressources disponibles pour un point de vente (campagnes, promotions, quotas, animation et moyens moteurs), la communication et le suivi des objectifs commerciaux, ou le suivi et l'analyse des informations terrain vers le siège.
- Performance : une attention particulière a été portée à l'amélioration des temps de réponse de l'application, afin d'optimiser le temps passé par les commerciaux en point de vente pour qu'ils se concentrent sur le contact et la négociation avec leurs clients.
- Agilité : des outils d'aide à la gestion du paramétrage ont été développés pour permettre de diminuer les coûts de déploiement des solutions Trade. Cela inclut entre autres l'ajout de services Web pour faciliter l'intégration avec des solutions tierces.

La version 5.0 de Coheris Merch a, elle, été conçue autour d'évolutions sur la fiabilité, la productivité, et l'expertise analytique de la solution, dans le but de toujours plus faciliter la collaboration fournisseur - distributeur.

- Productivité : la nouveauté majeure de cette nouvelle version est l'automatisation de la création des plans merchandising grâce au placement automatisé des produits. L'introduction de cette avancée majeure permet aux responsables merchandising de gagner du temps sur les tâches fastidieuses de génération de plans de masse, de mieux respecter les cahiers des charges des enseignes, de faciliter l'adaptation à chaque point de vente, et d'accélérer la diffusion des nouveaux produits.
- Fiabilité : des processus de vérification automatique des données sur les produits et les mobiliers permettent d'améliorer la fiabilité de l'application.
- Expertise analytique : l'introduction d'un entrepôt de données métier et du module d'analyse fonctionnelle associé permet aux responsables du merchandising de réaliser des analyses poussées en croisant plusieurs dimensions (ex : client, secteur études, produit, temps, études) et ainsi de piloter plus finement les équipes commerciales et les négociations avec les enseignes

Pilotage de la performance

Les évolutions de Coheris Liberty 8.6 publiées en 2012 viennent renforcer le positionnement de cette plateforme décisionnelle à la jonction de la Business Intelligence (BI) d'entreprise et de la BI agile. Elles ont porté sur les points suivants :

- BI agile : La solution de BI agile Coheris Liberty Insight a été enrichie de nouvelles fonctionnalités autour notamment de l'utilisation des filtres et des paramètres d'analyse visant à permettre aux utilisateurs métier une appropriation plus intuitive de l'application et d'obtenir plus rapidement des analyses fines de leurs informations. Par ailleurs, en plus des bases de données d'entreprise 'classiques', Coheris Liberty permet maintenant aux utilisateurs de se connecter à leurs sources Microsoft Excel et Access, pour une prise en compte de l'ensemble des données nécessaires à leurs décisions au quotidien.
- Visualisation de données : afin de permettre une découverte plus efficace des données et une communication plus percutante des résultats des analyses et rapports, de nouvelles capacités de visualisation de données ont été intégrées. Ainsi, de nouveaux types de graphiques, de nouvelles possibilités de formatage conditionnel, et l'introduction de la représentation géographique de données rendent l'analyse des données plus rapide et plus intuitive.
- Collaboration SI/Métier : l'intégration entre la BI d'entreprise et la BI agile a été renforcée, ce qui permet de renforcer la collaboration entre les spécialistes BI des directions informatiques et les utilisateurs métiers. Ainsi, un analyste métier utilisant Coheris Liberty Insight pour explorer ses données et ayant identifié une analyse pertinente qu'il souhaiterait voir généralisée à industrialiser peut la partager avec les experts du centre de compétences BI de leur entreprise pour que ces derniers 'industrialisent' cette analyse et la déploient plus largement dans les rapports et tableaux de bord existants.

Concernant la solution de statistiques et de Datamining, Coheris Spad, de nombreuses évolutions ont été développées au cours de l'année 2012 et seront introduites dans le cadre de la sortie de version majeure du produit prévue au cours du 1er semestre 2013.

Le montant des frais de R&D immobilisés, hors frais de gestion, impact du CIR, frais de supervision et autre frais indirects s'élève à 2 740 K€ en 2012 sur le groupe Coheris contre 2 598 K€ en 2011. L'effectif affecté à la recherche et au développement sur les produits est d'environ 60 personnes.

Au titre de l'exercice 2012, les sociétés Coheris SA et DataXpresso ont bénéficié d'un Crédit d'Impôt Recherche 808 K€ autour de projets de recherche innovants dans les développements d'applications de CRM, de Business intelligence et de Datamining et leur intégration entre elles.

Le tableau ci-dessous présente les caractéristiques et les contributions comptables des efforts de R&D engagés par le groupe ainsi que l'échéancier d'amortissement sur les 3 prochaines années.

	Valeur nette au 31/12/2012	Amortissement N+1	Amortissement N+2	Amortissement N+3
Frais de recherche et développement	4 345	2 320	1 456	569
Impact CIR	-993	-513	-346	-134
Total Frais de Recherche et développement	3 352	1 807	1 110	435

1.1.4 Faits exceptionnels et litiges

Les litiges ont fait l'objet de provisions en fonction du risque estimé.

Une provision permettant de couvrir un risque de perte à terminaison a été constituée au 31/12/2012 sur plusieurs projets au forfait d'intégration d'une solution Coheris à hauteur de 167 K€.

Les autres provisions se rapportent à des risques et des charges d'exploitation.

A la connaissance de la société, les litiges connus ne nécessitent pas de provisionnement supplémentaire dans les comptes au 31/12/2012.

1.1.5 Principaux facteurs de risques

Les risques auxquels la société peut être confrontée sont présentés ci-dessous (les chiffres sont présentés en K€ sauf indication contraire) :

Risque client

Coheris a plus de 1200 clients toutes activités confondues. Les 10 clients les plus importants représentent 33 % du chiffre d'affaires du Groupe.

Dans ces conditions, Coheris, n'est pas dépendant d'un client particulier.

En ce qui concerne les risques de défaillance financière, les clients de Coheris sont essentiellement des grandes entreprises qui ne présentent pas de risque de ce type.

Risque de taux

Échéancier des actifs et des dettes financières.

	A 1 an	1 an à 5 ans	Au-delà
Actifs financiers	5 856	722	
Passifs financiers	-805	-434	
Position nette avant gestion	5 051	288	
Hors bilan			
Position nette après gestion	5 051	288	

Les actifs financiers faisant l'objet d'une rémunération fixée pour l'exercice 2013, 1 point de variation des taux court terme impliquerait une variation de 9 K€ des charges financières sur l'exercice à venir. Le coût de l'endettement financier net s'est élevé à + 62 K€ sur l'exercice 2012. En raison de sa faible exposition au risque de taux, la société n'a pas jugé utile de mettre en place de méthode de gestion de ce risque de taux.

Risque de change

L'exposition du Groupe au risque de change est constitué principalement des ventes négociées en CHF avec les clients de la société Coheris Switzerland diminuées des dépenses et d'éventuels investissements et remboursements d'emprunts dans cette devise.

La position nette des actifs réalisables diminuée des passifs exigibles au 31/12/2012 est de 67 KCHF.

Compte tenu de cette faible exposition en devise, la société n'a pas mis en place de méthode de suivi et de gestion de ce risque.

Risque de liquidités

Tableau synthétique recensant l'ensemble des dettes financières auprès d'établissement de crédit par catégorie, par devise :

Type d'emprunt	Montant initial en k€	Échéance	Nature du Taux	Existence de couvertures	Capital restant dû au 31/12/2012 en k€
Emprunt bancaire	900	2015	Variable	NON	626
Emprunt bancaire	60	2015	Fixe	NON	41
Avance remboursable OSEO	130	214	Na	Na	65
Découvert bancaire	250	Na	E3M+1,25%	Na	250
Total	1 340				982

La société dispose d'une trésorerie disponible de 5 858 K€ au 31/12/2012, par conséquent le risque de liquidités est non significatif.

1.1.6 Situation de trésorerie et d'endettement

La trésorerie disponible et équivalents de trésorerie (a) s'élèvent à 5 856 K€ au 31/12/2012 contre 7 618 K€ au 31/12/2011.

Afin de bénéficier d'opportunités de placement plus rémunératrices que de simples OPCVM, Coheris a conclu en juillet 2012 un compte à terme à taux progressifs à échéance 18 mois pour un montant global de 4 200 K€. Ce placement, dont la rémunération reste plus attractive en date de clôture que celle qui aurait été obtenue sur des placements CT (- 3 mois), est résiliable à la fin de chaque trimestre et ce, sans pénalité. Dans ces conditions, si la société devait avoir à faire face à des besoins de trésorerie, il serait alors parfaitement possible de rompre tout ou partie de ce contrat en vue de faire face à ces besoins.

Au 31/12/2012, les dettes financières (b) à moins d'un an s'élèvent à 805 K€. Les dettes financières à plus d'1 an s'élèvent à 434 K€.

Au cours de l'exercice 2011, Coheris a contracté deux emprunts. Un emprunt de 900 K€ permettant le financement de l'activité de la société Quatrax. Un second de 60 K€ en financement d'acquisition d'immobilisation corporelle.

En 2011, Coheris a contracté un emprunt pour financer l'acquisition de la société Quatrax et a donné une garantie à l'établissement prêteur sous la forme d'un nantissement de comptes à terme à taux progressifs dont les échéances sont à 36 mois, pour un montant de 270 K€, et 60 mois, pour un montant de 90 K€. Ces comptes à terme ont été classés en actifs non courant (dans la rubrique « autres placements non équivalents de trésorerie » (c)).

La dette financière totale représente ainsi 1 239 K€ dont 982 K€ auprès des établissements de crédit. Le solde est essentiellement constitué de réserves de participation. Elle représente 7 % des capitaux propres du Groupe. La société est en situation d'endettement net (dettes financières (b) - trésorerie et équivalents de trésorerie (a) - autres placements non équivalents de trésorerie (c)) négatif de 4 977 K€ au 31/12/2012 contre 6 606 K€ à fin 2011.

Les flux de trésorerie générés par l'activité s'élèvent à 719 K€ sur l'exercice contre 4 208 K€ en 2011. Cette diminution provient essentiellement de la baisse du résultat net consolidé et d'une variation de BFR à l'équilibre en 2012. Les flux de trésorerie liés aux opérations d'investissements sont de - 1 963 K€ contre - 2 861 K€ en 2011. Il s'agit essentiellement d'investissements en immobilisations corporelles et incorporelles (production immobilisée principalement). Les flux de trésorerie liés aux opérations de financement sont de - 761 K€ dont - 50 K€ d'opérations sur actions propres, - 420 K€ de paiement de dividendes, - 341 K€ de flux liés aux remboursements d'emprunts. La variation de trésorerie sur l'exercice s'élève ainsi à - 2 005 K€ pour l'exercice 2012.

1.1.7 Politique sociale et environnementale

L'activité du Groupe n'entraîne pas d'impact spécifique sur l'environnement.

En 2012, les collaborateurs du groupe bénéficient d'un budget d'œuvres sociales, d'un plan d'épargne d'entreprise, d'un accord de participation des salariés aux bénéfices de l'entreprise dans les sociétés du groupe de plus de 50 salariés, d'un plan d'intéressement et d'un plan de stock-options.

Par ailleurs un plan de Bons de Souscription d'actions a été mis en œuvre par le Conseil d'Administration conformément à 15ième résolution approuvée lors de l'Assemblée Générale Mixte du 20 juin 2012. Ce sont 193 500 BSA qui ont été souscrit par les principaux managers en décembre 2012.

La société a poursuivi son action en matière d'environnement, pour le protéger, le préserver et le mettre en valeur, en mettant en œuvre les actions suivantes :

- lutte contre le gaspillage, en appliquant au quotidien le tri et le recyclage des déchets,
- utilisation des ampoules basses énergies,

- développement des conférences téléphoniques, des visio-conférences, développement du télétravail afin de limiter les déplacements des collaborateurs,
- sensibilisation quotidienne des collaborateurs à la responsabilité sociétale environnementale.

1.1.8 Montant de certaines charges non déductibles fiscalement visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts (Coheris SA)

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code Général des Impôts, nous portons à votre connaissance que 42 444 € de charges visées à l'article 39-4 dudit code ont été comptabilisées dans les comptes de Coheris SA au cours de l'exercice 2012.

1.2 Présentation des comptes consolidés

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-100 du Code de commerce, nous vous présentons ci-après les comptes consolidés de l'exercice écoulé que nous soumettons à votre approbation.

1.2.1 Comparabilité des comptes

Depuis le 1er janvier 2005 les comptes consolidés sont établis conformément aux normes et interprétations IFRS adoptées par l'Union Européenne.

Le périmètre de consolidation a évolué comme suit entre le 31 décembre 2011 et le 31 décembre 2012 :

- Jeemeo, start-up spécialisée dans l'édition de logiciel de social CRM, est sortie du groupe au second semestre 2012 en raison d'une décision du Président de la société de déposer une déclaration de cessation des paiements en date du 11 octobre 2012. Par un jugement du 18 octobre 2012, le tribunal de commerce de Nanterre a décidé la liquidation de la société.
- la société Coheris Benelux, n'ayant plus d'activité, a été dissoute en date du 14 décembre 2012.

1.2.2 Examen des comptes consolidés

Bilan Consolidé

Au 31/12/2012, l'actif non courant s'établit à 13 623 K€ contre 13 449 K€ au 31/12/2011. Cette augmentation provient principalement de la constatation d'une créance d'impôts différés constatée sur les déficits fiscaux de l'exercice.

L'actif courant est de 16 371 K€ contre 17 892 K€ au 31/12/2011. Cette variation s'explique principalement par une diminution du poste créances clients pour 1 545 K€, une augmentation des autres créances (essentiellement fiscales) 1 767 K€ et la diminution de la trésorerie et équivalent pour 1 762 K€.

Les fonds propres s'élèvent à 17 114 K€ contre 18 950 K€ au 31/12/2011 après prise en compte d'une part d'un résultat de la période de - 1 421 K€ et d'autre part d'un versement de dividendes pour 420 K€.

Le passif non courant s'établit à 1 890 K€ contre 1 747 K€ en 2011. Il inclut 434 K€ de dettes financières à plus d'un an, des provisions pour risques et charges pour 1 237 K€ et des passifs d'impôts différés pour 219 K€.

Le passif courant s'élève à 10 990 K€ contre 10 644 K€ au 31/12/2011. Il intègre notamment une dette financière à moins d'1 an de 808 K€, des comptes fournisseurs pour 1 189 K€ et des produits constatés d'avance 3 509 K€, contrepartie des créances clients facturées en fin d'année 2012 mais relatives aux contrats de maintenance pour 2013.

Compte de résultat consolidé

En 2012, le chiffre d'affaires s'établit à 17 088 K€ contre 20 556 K€ pour l'exercice précédent.

Les autres produits de l'activité, comprenant principalement la production immobilisée de l'exercice et des transferts de charges, s'établissent à 2 898 K€.

Les achats et services extérieurs s'établissent à 3 441 K€ et les charges de personnel à 14 926 K€.

Les impôts et taxes s'établissent à 476 K€. Les dotations aux amortissements et provisions sont en augmentation de 235 K€ à 2 590 K€ contre 2 355 K€ l'année précédente.

Le résultat opérationnel courant s'établit à - 1 717 K€ contre 1 712 K€. Après la prise en compte des autres produits et charges opérationnels pour un montant de - 402 K€, le résultat opérationnel ressort à - 2 119 K€ contre 1 688 K€ l'année précédente.

Le coût de l'endettement financier net est de 62 K€ contre 3 K€ en 2011.

Après prise en compte d'un produit d'impôts de 793 K€ et d'une quote-part sur le résultat de Jeemeo de - 28 K€ et de la valeur nette de sortie de Jeemeo pour - 129 K€ le résultat net s'établit à - 1 421 K€ en 2012 contre 1 257 K€ en 2011.

1.3 Présentation des comptes sociaux et affectation du résultat

1.3.1 Comparabilité des comptes

Nous vous précisons tout d'abord que les comptes qui vous sont présentés ont été établis selon la même présentation et les mêmes méthodes que l'année précédente.

1.3.2 Examen des comptes sociaux

Bilan

Au 31/12/2012, l'actif immobilisé s'élève à 13 917 K€ contre 14 075 K€ au 31/12/2011. Cette rubrique a été principalement impactée par la sortie des titres Jeemeo.

L'actif circulant est de 16 435 K€ contre 17 643 K€ en 2011. Cette variation provient pour l'essentiel la diminution du poste créances clients pour 1 260 K€, de l'augmentation du poste autres créances pour 1 688 K€ et de la diminution du poste trésorerie et équivalent pour un montant de 1 851 K€.

Les capitaux propres s'élèvent à 17 780 K€ au 31/12/2012 contre 19 964 K€ au 31/12/2011. Ces derniers ont principalement été impactés par le résultat de l'exercice 2012 (- 1 815 K€) et par le versement de dividende au titre de l'exercice 2011 (- 420 K€).

La variation des dettes, qui s'élèvent à 11 584 K€ au 31/12/2012 contre 11 232 K€ au 31/12/2011, s'explique principalement par la diminution des dettes financières liées aux emprunts, l'augmentation de 242 K€ du poste dettes fournisseurs et de 293 K€ des autres postes de dettes.

L'échéancier des dettes fournisseurs est le suivant :

	Total	Echu	- de 30j	entre 30j et 60j	+ de 60j
2011	683	96	80	498	9
2012	767	155	96	507	9

Compte de résultat

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2012, le chiffre d'affaires s'est élevé à 16 250 K€ contre 19 650 K€ pour l'exercice précédent, soit une décroissance de 17 %.

Le montant des traitements et salaires et cotisations sociales s'élève à 13 272 K€ contre 12 638 K€.

Les charges d'exploitation de l'exercice ont atteint au total 21 418 K€ contre 21 229 K€ pour l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation s'élève à - 2 336 K€ contre 1 012 K€ pour l'exercice précédent.

Après prise en compte des dividendes reçus des filiales pour 313 K€, le résultat courant avant impôts s'établit à - 2 019 K€ contre 1 125 K€ pour l'exercice précédent.

Le résultat exceptionnel est de - 693 K€ contre - 109 K€ en 2011.

Après prise en compte notamment du Crédit Impôt Recherche l'exercice 2012 pour 726 K€ Coheris SA dégage un résultat de - 1 815 K€ contre 841 K€ en 2011.

1.3.3 Proposition d'affectation du résultat

Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître une perte de 1 815 420,04 €.

Nous vous proposons d'affecter le résultat de l'exercice de la manière suivante :

Résultat Net comptable - 1 815 420,04 €

Affecté de la manière suivante :

Au compte report à nouveau - 1 815 420,04 €

1.3.4 Dividende

Nous vous proposons compte tenu du résultat déficitaire de l'exercice de ne pas procéder à la distribution d'un dividende.

Compte tenu de ces affectations, les capitaux propres de la société seraient donc de 17 779 443,49 €.

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

EXERCICE	DIVIDENDE NET
31 décembre 2009 : par action de 0.40 €	0,10 €
31 décembre 2010 : par action de 0.40 €	0,08 €
31 décembre 2011 : par action de 0.40 €	0,08 €

1.3.5 Délais de prescription

Les dividendes non réclamés dans un délai de 5 ans à compter de la date de leur mise en paiement sont prescrits au profit de l'État (art 2277 du Code Civil).

1.3.6 Tableau des résultats des cinq derniers exercices

Au présent rapport est annexé, conformément aux dispositions de l'article R.225-102 du Code de commerce, le tableau faisant apparaître les résultats de la Société au cours de chacun des cinq derniers exercices.

1.3.7 Observations du Comité d'entreprise

En application des dispositions de l'article L.2323-8 du Code du travail, le Comité d'entreprise de la société Coheris SA n'a formulé aucune observation sur la situation économique et sociale de la Société.

1.4 Capital de la Société

A la date du conseil, le capital social de la société s'élève à 2 245 230 euros, divisé en 5 613 075 actions de 0,40 € de nominal entièrement libérées et toutes de même rang.

1.4.1 Évolution du capital de la société au cours des trois derniers exercices

Le capital social de Coheris n'a pas évolué au cours de 3 derniers exercices. Il est composé de 5 613 075 actions d'un nominal de 0,40 €.

1.4.2 Options de souscription d'actions

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 23 juin 2004 a autorisé le Conseil d'Administration à consentir des options de souscription d'actions. Le nombre maximum d'options pouvant être attribuées est de 234 511 qui pourraient permettre la souscription de 234 511 actions au maximum, correspondant à une augmentation de capital de 93 804,40 €.

Le Conseil a utilisé cette autorisation une première fois le 5 août 2004 pour attribuer 81 700 options de souscription d'actions puis le 04/05/2006 pour attribuer 30 000 options de souscriptions d'actions.

Le plan du 5 août 2004 est arrivé à terme le 5 août 2011 sans qu'aucune option n'ait été exercée. L'ensemble des options est donc caduque depuis cette date.

Ainsi, le total du nombre d'actions pouvant être souscrites à ce jour est de 7 500 au titre des options attribuées dans le cadre du plan du 4 mai 2006 pour un salarié encore présent dans le groupe au 31 décembre 2012.

Options de souscriptions d'actions	7 ^e Plan
Date du Conseil d'administration	04/05/2006
Nombre d'options de souscription attribuées	30 000
Nombre d'options ne pouvant plus être souscrites	22 500
Nombre total d'actions pouvant être souscrites à ce jour	7 500
Dont nombre d'actions pouvant être souscrites par les membres du Comité de Direction (dans sa composition actuelle)	0
Nombre de dirigeants concernés	0
Point de départ d'exercice des options	04/05/2010
Date d'expiration	03/05/2013
Prix de souscription en € (*)	7,18
Nombre d'actions souscrites	0

(*)La détermination du prix de souscription d'actions correspond à la moyenne des cours constatés lors des 20 séances de bourse précédant la date du Conseil d'Administration décidant de leur attribution.

Le nombre total d'actions pouvant être souscrites étant de 7 500, la dilution correspondante est de 0,1%.

1.4.3 Plan de BSA

Un plan de Bons de Souscription d'actions (BSA) a été mis en œuvre par le Conseil d'Administration conformément à 15^{ième} résolution approuvée lors de l'Assemblée Générale Mixte du 20 juin 2012. Ce sont 193 500 BSA qui ont été souscrit par les principaux managers en décembre 2012.

Ces bons seront exerçables à compter du 1^{er} juillet 2015 jusqu'au 31 décembre 2015 sous condition que le cours soit au moins égal à 3,5 € et que les bénéficiaires soient encore présents dans le groupe au jour de l'exercice.

Dans l'hypothèse où l'ensemble des BSA seraient exercés, la dilution potentielle serait de 3,4%.

1.4.4 Répartition du capital et des droits de vote

La répartition du capital est la suivante (mise à jour le 20/04/2013):

Actionnaires	Nombre d'actions	Dont DV nul	Dont DVS	Dont DVD	Droits de vote	% du capital	% des droits de vote
ALTO INVEST	718 274		718 274		718 274	12,8 %	12,0 %
SOCADIF	646 914		646 914		646 914	11,5 %	10,8 %
Fabrice ROUX	436 712		436 712	436 712	873 424	7,8 %	14,6 %
AUTOCONTROLE	419 985	419 985				7,5 %	
SIGMA	222 505		222 505		222 505	4,0 %	3,7 %
GREENSTOCK	147 000		147 000		147 000	2,6 %	2,5 %
ROTHSCHILD INVEST.	99 375		99 375		99 375	1,7 %	1,7 %
SALARIES	77 511		77 511	47 404	124 915	1,4 %	2,1 %
MANAGERS	11 979		11 979	3 593	15 572	0,2 %	0,3 %
PUBLIC	2 832 820		2 832 820	289 466	3 122 286	50,5 %	52,3 %
Total	5 613 075	419 985	5 193 090	777 175	5 970 265	100 %	100 %

Sous réserve des mouvements non déclarés par les principaux actionnaires

A ce jour, les déclarations de franchissement de seuils intervenues sont les suivantes :

Franchissements de seuil								
Actionnaire	En capital				En droit de vote			
	Seuils franchis	Sens	Actions	% du capital	Seuils franchis	Sens	Droits de vote	% des droits de vote
Siparex								
Seuil franchi le 8/03/2006	5%	Hausse	280 400	5,27	Néant	Néant	280 400	4,06
Seuil franchi le 4/04/2006	5%	Baisse	248 117	4,66	Néant	Néant	248 117	3,62
ALTO INVEST								
Seuil franchi le 16/06/06	5%	Hausse	293 977	5,23	Néant	Néant	293 977	4,14
Seuil franchi le 20/05/09	Néant	Néant	367 444	6,55	5%	Hausse	367444	5,16
Seuil franchi le 30/10/09	10%	Hausse	610 743	10,88	Néant	Néant	610743	8,31
Seuil franchi le 2/02/10	Néant	Néant	724 639	12,91	10 %	Hausse	724639	11,21
JINDAL(*)								
Seuil franchi le 29/06/06	5%, 10% et 15%	Hausse	869 015	15,48	5%, 10%	hausse	869 015	14
Seuil franchi le 25/07/06	20%	Hausse	1 190 687	21,21	20%	Hausse	1 190 687	19,14
Seuil franchi le 18/01/07	20% et 15%	Baisse	738 291	13,15	15%	Baisse	738 291	11,87
Seuil franchi le 13/06/08	15%	Hausse	921 169	16,41	Néant	Néant	921 169	14,83
Seuil franchi le 29/06/08	15%	Néant	921 169	16,41	20%	Hausse	1 604 460	23,33
Seuil franchi le 4/06/09	15%	Baisse	817 397	14,56	Néant	Néant	1 500 688	21,09
Seuil franchi le 23/06/09	10% et 5%	Baisse	58 928	1,05	20%, 15%, 10% et 5%	Baisse	117 856	1,88
SGAM								
Seuil franchi le 5/01/07	5%	Hausse	281 620	5,02%	Néant	Néant	281 620	4,53
Seuil franchi le 21/06/07	5%	Baisse	279 149	4,97%	Néant	Néant	279 149	4,39
SOCADIF								
Seuil franchi le 23/06/09	5%	Hausse	465 578	8,29	5%	Hausse	465 578	7,43
Seuil franchi le 21/07/09	10%	Hausse	646 914	11,53	10%	Hausse	646 914	10,33
Action de concert des COHERIS S.A								
Seuil franchi le 1/07/09	10 %	Hausse	627 135	11,17	15%	Hausse	1 005 547	16,04

(*) Monsieur Sanjeev Aggarwal, représentant de la société JINDAL, fut administrateur de la société Coheris du 21 septembre 2006 au 5 mars 2007.

A notre connaissance, il n'existe pas d'autres actionnaires détenant directement ou indirectement seul ou de concert 5% ou plus du capital ou des droits de vote.

Il n'existe pas de pacte d'actionnaires.

A notre connaissance, les mandataires de Coheris n'ont pas procédé au cours de l'exercice 2012 à des opérations significatives sur les titres émis par la société. En revanche, en date du 1er février 2013, Eric d'Andigné de Beauregard, en raison de son départ de la société, a cédé l'intégralité des actions qu'il détenait. Coheris mettant en œuvre la possibilité offerte par le plan de rachat d'actions propres autorisé par l'Assemblée Générale Mixte du 20 juin 2012, s'est portée acquéreur de ce bloc de 60 223 actions au cours de 1,87 € par action.

A notre connaissance, aucune action n'est nantie.

Un droit de vote double est conféré aux actions inscrites nominativement au nom du même actionnaire depuis 2 ans au moins.

A notre connaissance, le Groupe Coheris n'est ni détenu ni contrôlé, directement ou indirectement, par une autre société.

A la date du présent rapport, il n'existe à notre connaissance aucun accord dont la mise en œuvre pourrait à une date ultérieure, entraîner un changement de son contrôle.

1.4.5 Actions d'auto détention

Dans le cadre du programme de rachat autorisé par l'Assemblée Générale du 22 juin 2011 puis celui autorisé par l'Assemblée Générale Mixte du 20 juin 2012, la société a, au cours de l'exercice 2012, acquis 125 200 actions au prix moyen de 1,92 € cédé 108 161 actions au prix moyen de 1,84 €.

Coheris a constitué son portefeuille de titres principalement pour rémunérer en titre d'éventuelles opérations de croissance externe ou dans le cadre d'attribution de stock-options ou d'actions gratuites à ses salariés mais également au titre de son contrat de liquidité administré.

A la date du 31/12/2012, Coheris détenait 358 178 titres sur son compte d'autocontrôle et contrat de liquidité.

1.4.6 Participation des salariés au capital (PEE)

Le FCPE Coheris qui regroupe les actions des collaborateurs détenues dans le cadre du plan d'épargne d'entreprise selon la définition de l'article L. 225-102 du Code de commerce détient 50 000 actions au 31 décembre 2012, soit 0,89 % du capital.

1.4.7 Tableau récapitulatif pour l'exercice 2012 des délégations d'augmentations de capital en cours de validité et de leur utilisation

Établi en application de l'article L.225.100 al.4 du Code de commerce

Date de l'assemblée	Nature de la délégation	Montant nominal autorisé	Montant nominal utilisé	Durée de la délégation	Échéance de la délégation
AGM 20 Juin 2012 (10 ^{ème} résolution)	Emission de valeurs mobilières donnant accès au capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires	5 M€	0	26 mois	20 août 2014
AGM 20 Juin 2012 (12 ^{ème} résolution)	Emission d'actions réservée aux adhérents à un Plan Epargne Entreprise	100.000 €	0	36 mois	20 août 2015

AGM 20 Juin 2012 (13 ^{ème} résolution)	Augmentation de capital par incorporation des réserves, primes ou bénéfices	10% du capital au jour de l'émission	0	26 mois	20 août 2014
AGM 20 Juin 2012 (15 ^{ème} résolution)	Attribution de BSA à des cadres dirigeants, mandataires ou salariés de la Société (à l'exception du président directeur général de la Société)	280.000 BSA ouvrant droit à une augmentation de capital de 112.000 €	193.500 BSA ont été attribués ouvrant droit à une augmentation de capital de 77.400 € sous réalisation des conditions d'exercice au 2 ^{ème} semestre 2015	6 mois	20 décembre 2012
AGM 22 juin 2011 (14 ^{ème} résolution)	Augmentation de capital par incorporation des réserves, primes ou bénéfices	10% du capital au jour de l'émission	0	26 mois	22 août 2013
AGM 22 juin 2011 (16 ^{ème} résolution)	Emission d'actions réservée aux adhérents à un Plan Epargne Entreprise	100.000 €	0	36 mois	22 août 2014
AGE 23 Juin 2010 (1 ^{ère} résolution)	Emission de valeurs mobilières donnant accès au capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires	10 M€	0	26 mois	23 août 2012

1.5 Conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce

Au cours de l'exercice écoulé, aucune convention visée à l'article L. 225-38 du Code de commerce n'a été conclue.

Vos Commissaires aux comptes ont été dûment avisés des conventions conclues au cours des exercices précédents qu'ils ont décrites dans leur rapport spécial.

1.6 Administration et contrôle

1.6.1 Liste des mandats et fonctions

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés par chacun des mandataires sociaux est la suivante.

Arnaud Créput

- Administrateur de Coheris SA, depuis l'AGO du 08/11/2006
- Mandat de trésorier et secrétaire (Treasurer and Secretary) au de la société Orsyp Software Inc

Claude Leclercq

- Administrateur de Coheris SA
- Administrateur et Président de Organisation et Services en Informatique et Logiciels – Osilog SA société de distribution et de services en bureautique
- Président d'OSINVEST SAS

Eric d'Andigné de Beauregard

- Directeur Général Délégué de Coheris SA depuis le 08/02/2007

Fabrice Roux

- Président Directeur Général de Coheris SA depuis le 01/01/2007
- Administrateur de Coheris SA
- Directeur Général Délégué de Coheris SA jusqu'au 31/12/2006

Hervé Marchyllie

- Administrateur de Coheris SA depuis le 15/03/2007
- Gérant de mobilité Transport Transaction et Technologie (MT3)

Nathalie Rouvet Lazare

- Administratrice de Coheris S.A depuis l'AGO du 8 septembre 2011
- Gérante fondatrice de la S.A.R.L In between, société de conseil en marque, marketing et communication

1.6.2 Rémunérations et avantages reçus par les mandataires sociaux

Les rémunérations des mandataires sociaux sont fixées par le Conseil d'Administration sur proposition du comité des rémunérations constitué lors d'un Conseil d'Administration du 19 décembre 2001.

Le Comité des rémunérations se réunit pour examiner la rémunération des mandataires sociaux et pour proposer la répartition des jetons de présence des administrateurs.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, nous vous rendons compte de la rémunération totale et des avantages de toute nature versés, durant l'exercice, à chaque mandataire social détenant un mandat dans une société cotée, tant par la Société que par des sociétés contrôlées au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce et par la société contrôlant celle dans laquelle ils exercent leur mandat et des avantages de toute nature reçus de la société Coheris SA, durant l'exercice, par chaque mandataire social.

	Rémunération Brute versée au titre de l'exercice 2012 hors partie variable	Partie variable due au titre de l'exercice 2012 (versée en 2012)	Partie variable due au titre de l'exercice 2012 (versée en 2013)	Rémunération Brute versée au titre de l'exercice 2011 hors partie variable	Partie variable versée en 2011
Rémunérations et avantages versés à chaque mandataire concerné par la société Coheris SA					
Créput Arnaud	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
D'Andigné de Beauregard Eric	120 492(*)	Néant	Néant	119 040(*)	Néant
Leclercq Claude	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Marchyllie Hervé	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Nathalie Rouvet Lazare	Néant	Néant	Néant	N/A	Néant
Roux Fabrice	156 000	Néant	Néant	156 000	20 000

(*) Dont 18 000 € de traitement annuel au titre de l'activité de Directeur Général Délégué.

(**) Rémunération variable versée au titre du contrat de travail

	Jetons de présence au titre de l'année 2012	Remboursements de frais 2012	Avantages en nature 2012
Créput Arnaud	6 000	Néant	
D'Andigné de Beauregard Eric	Néant	7 853	4 230
Leclercq Claude	6 000	Néant	
Marchyllie Hervé	6 000	Néant	
Nathalie Rouvet Lazare	6 000	Néant	
Roux Fabrice	6 000	4 271	5 228

En dehors de ce qui précède, Coheris n'accorde pas d'avantages spécifiques en matière de rémunérations différées ou d'indemnités de départ spécifiques.

Événement postérieur à la clôture de l'exercice 2012 en lien avec des mandataires :

Dans le cadre de la sortie du groupe d'Eric d'Andigné de Beauregard, le Président a consulté le Comité des Rémunérations puis le Conseil d'Administration sur l'opportunité de conclure un protocole intégrant une indemnité transactionnelle nette pour un montant de 120 808 €.

Par ailleurs, Eric d'Andigné avait acquis 60 223 actions de la société. En raison de la rupture de son contrat de travail à l'initiative de la société, Monsieur d'Andigné a fait part de son souhait de céder à brève échéance l'ensemble de ses actions.

Compte tenu du cours actuel et de l'autorisation qui lui a été déléguée par l'Assemblée Générale du 20 juin 2012 de mettre en œuvre un programme de rachat d'actions propres, le Président de la société a proposé que Coheris se porte acquéreur de ce bloc dans le cadre de l'autorisation précitée et de la réglementation en vigueur.

Par conséquent, le Président a consulté le Comité des Rémunérations puis le Conseil d'Administration sur ce projet d'opération qui pouvait être réalisée au lendemain de la publication du chiffre d'affaires 2012 soit le 1er février 2013. Cette transaction a été réalisée hors marché dans le cadre d'une cession de bloc (60 223 actions) au cours de l'action sur le marché à l'instant de ladite opération soit 1,87 €.

Ces deux propositions ont été approuvées par le Conseil d'Administration du 30 janvier 2013.

Les conséquences financières de cette transaction en lien avec une situation existante au 31 décembre 2012 ont donc été provisionnées dans les comptes 2012.

Suite à ce départ, Fabrice Roux a pris le management en direct de l'ensemble des équipes commerciales, delivery, expertise, marketing et direction clients.

1.7 RESPONSABILITE SOCIALE DE L'ENTREPRISE (RSE)

La responsabilité sociale de l'entreprise (RSE) est au cœur des activités de Coheris.

En tant qu'éditeur de solutions logiciels, nous portons une attention particulière aux conséquences sociales, environnementales et économiques de l'ensemble de nos activités.

Certains indicateurs n'ont pas été jugés pertinents et n'ont donc pas été repris dans le cadre du présent rapport.

La démarche RSE de Coheris s'articule autour des axes suivants :

1.7.1 Les collaborateurs du groupe COHERIS

COHERIS considère que les hommes et les femmes du groupe représentent l'atout essentiel de son développement.

1.4.1.3 Les collaborateurs du groupe

Effectif	Définition	Unité de mesure	2011	2012	Evolution
Total	Effectif inscrit au 31 décembre 2012	Nombre total d'employés CDD et CDI	192	186	-6
CDI	Employés du groupe titulaires d'un contrat à durée indéterminée	Nombre total d'employés avec CDI	191	186	-5
CDD	Employés du groupe titulaires d'un contrat à durée déterminée	Nombre total d'employés avec CDD	1	0	-1
		% de l'effectif	NS	NS	
Effectif par catégorie	Employés du groupe par catégorie professionnelle	% cadres dans l'effectif total	90%	91%	+1
		% ETAM dans l'effectif total	10%	9%	-1
Effectif par sexe	Employés du groupe Hommes et Femmes	Nombre de femmes	43	43	Stable
		Nombre d'hommes	149	143	-6
Parité	Pourcentage d'hommes et de femmes dans l'effectif total	% de femmes	22%	23%	+1%
		% d'hommes	78%	77%	-1%
Recrutement	Embauches en CDI	Nombre de recrutements en CDI	39	12	-27
	Embauches en CDD	Nombre de recrutements en CDD	1	0	-1
Départs	Sorties du groupe CDI	Nombre de CDI interrompus	44	18	-26
Age moyen	Age moyen de l'effectif en CDI	Nombre d'années	38	39	+1
Ancienneté moyenne	Ancienneté moyenne de l'effectif en CDI	Nombre d'années	7,8	8,7	+1,4
Heures de formation	Temps moyen passés en formation pour les personnels ayant bénéficié d'au moins une formation	Moyenne des nombre d'heures passées en formation	28	32	+4

1.4.1.4 Organisation du travail :

Le temps de travail au sein de la société Coheris S.A est organisé conformément à l'accord sur la réduction du temps de travail signé le 22 décembre 2001.

Il existe trois modalités d'organisation du temps de travail au sein de la société Coheris :

- La modalité standard : les salariés dont le travail nécessite une présence continue selon des horaires fixes sont affectés à cette modalité. Ces salariés effectuent un horaire hebdomadaire de 37 heures 50 et bénéficient de 10 JRTT par an.

- Les salariés affectés aux modalités de réalisation de mission (modalités 2 et 3) :
 - Salariés affectés à la modalité 2 : les cadres affectés aux modalités de réalisation de mission dont le coefficient est inférieur ou égal au coefficient 150
 - Salariés affectés à la modalité 3 : les cadres dont le coefficient est supérieur ou égal au coefficient 170 sont affectés à cette modalité.
 - Ces salariés travaillent 218 jours par an.
- Les cadres dirigeants : ces salariés bénéficient d'une rémunération forfaitaire annuelle indépendante de leur horaire de travail.

1.4.1.5 Le Dialogue Social

Coheris donne la priorité au dialogue social pour informer, anticiper et s'adapter.

Coheris est attentif à développer un dialogue social de qualité avec l'ensemble de ses salariés et de leurs représentants.

Outre le respect des obligations légales, le dialogue avec les instances représentatives du personnel a pour objectif :

- d'apporter une information régulière et transparente sur l'évolution de l'entreprise (sa stratégie, ses résultats, ses changements organisationnels, etc.);
- de discuter avec les représentants du personnel de solutions d'accompagnement des collaborateurs et d'anticipation de toutes les évolutions nécessaires pour réussir la transformation de Coheris. Les échanges concernent aussi bien la rémunération que la formation ou l'adaptation des organisations. Ils se concrétisent par des accords d'entreprises nécessaires à l'évolution de la société Coheris.

En 2012, la délégation unique du personnel a tenu treize réunions : les instances représentatives du personnel ont ainsi été tenues régulièrement informées de la marche de la société Coheris et des changements d'organisation au sein du Groupe.

Dans cet esprit, la direction rencontre également les organisations syndicales représentatives au sein de la société pour échanger, négocier, conclure des accords et en assurer le suivi. En 2012, six réunions ont été tenues dans le cadre de la négociation annuelle obligatoire et un accord collectif a été signé.

Le dialogue social s'appuie également sur des réunions fréquentes rassemblant de nombreux collaborateurs du groupe (réunions « Key People »).

En 2012, Coheris a également mis en place une plateforme logiciel de partage communautaire « Socoh » permettant à l'ensemble des collaborateurs présents sur les différents sites du groupe d'échanger et de partager leurs expériences ainsi que leurs informations en temps réel.

1.4.1.6 Assurer Santé, Sécurité et Bien-être au travail

Coheris s'engage à mener ses activités de manière responsable pour préserver la santé et la sécurité de son personnel.

Tous les incidents graves et les accidents du travail doivent être signalés afin de permettre l'analyse et l'identification des tendances et causes premières et d'adapter les programmes de prévention en conséquence.

Ces données sont utilisées en permanence pour améliorer les performances de Coheris en matière de sécurité et atteindre notre objectif : aucune absence pour cause de blessure et de maladie.

Coheris a fixé des objectifs internes pour réduire les taux d'accidents et de maladies liés au travail. Selon l'analyse préliminaire des tendances 2012, les chutes, glissades, accidents de trajets constituent les incidents les plus fréquents. Aussi Coheris s'emploie à limiter de tels accidents en favorisant de nouvelles formes d'organisation du travail (développement du télétravail ponctuel ou régulier dès que le poste des salariés le permet).

Changer les habitudes de travail des salariés pour intégrer la sécurité à leur mode de vie est un processus lent. Coheris est néanmoins confiant que les mesures prises réussiront à convaincre le personnel que la sécurité est une composante essentielle du travail bien fait.

Par ailleurs, soucieuse du bien-être de ses collaborateurs, la société Coheris a, au cours de l'année 2012, engagé des négociations avec les organisations syndicales ainsi que les membres du CHSCT concernant en vue de conclure un plan relatif à la politique de prévention, d'évaluation et de traitement du stress au travail et des risques psycho-sociaux dans l'entreprise. La conclusion du plan pourrait aboutir au cours de l'année 2013.

1.4.1.7 Développer les compétences

- les politiques mises en œuvre en matière de formation ; Deux axes de développement ont principalement été mis en œuvre :

- Les formations techniques

Coheris est un éditeur de logiciel, il est donc essentiel pour nous de nous tenir informé de façon permanente des évolutions techniques et technologiques de notre écosystème. La matière grise de nos collaborateurs est notre principale richesse et force concurrentielle. De nos jours les sessions d'informations et de formation sur les nouvelles technologies se font souvent par le biais de salon ou conférences techniques. Coheris fera participer activement ses collaborateurs aux salons et conférences pour maintenir une veille technique de qualité et "up to date". (Ex: salon du Devox, conférences BI...),

- Les formations d'anglais

Coheris évolue dans un environnement international et échange avec des acteurs aux cultures diverses et variées. Il est important que les collaborateurs en relation avec des partenaires étrangers aient une bonne maîtrise de l'anglais pour éviter les problèmes de compréhension et favoriser la réactivité. En effet, l'anglais est aujourd'hui la langue de travail la plus pratiquée au sein des entreprises évoluant dans un contexte international.

- le nombre total d'heures de formation. En 2012, le nombre d'heures de formation réalisée par les collaborateurs de Coheris s'élève à 2 586 heures.

1.4.1.8 Diversité et Lutte contre les discriminations

Coheris s'appuie sur la diversité de ses effectifs et de ses talents, qui constitue pour le groupe un atout en termes d'innovation, de performance et de compétitivité.

A cet égard, Coheris s'interdit toutes formes de discrimination illégale pour quelque cause que ce soit et quels que puissent en être les motifs, ainsi que tous comportements portant atteinte à la dignité de l'individu.

La politique de lutte contre les discriminations est caractérisée également par :

La promotion de la parité hommes/femmes

En 2012, le taux de féminisation était de 23 %

Chez les cadres, ce taux s'établit à 23 %

Depuis le 30 juin 2012, la société Coheris a signé un accord afin de promouvoir l'égalité hommes-femmes.

Cet accord vise à promouvoir l'égalité des chances des femmes en matière d'emploi et de rémunération, ainsi qu'à aider tous les salariés à concilier vie professionnelle et familiale.

Handicap

Depuis le 21 juin 2010, la société Coheris a mis en œuvre un Plan emploi handicapés. La politique de Coheris sur le handicap s'articule autour de deux axes :

- L'insertion de personnes handicapées
- L'incitation à la sous-traitance d'activités à des entreprises du secteur protégé

Coheris s'attache à accompagner les jeunes dans l'emploi grâce à l'apprentissage.

Le nombre d'apprentis accueillis en 2012 a été de 2. Le nombre d'embauches sous contrat à durée indéterminée à la suite de l'apprentissage a été de 2.

S'agissant des seniors, Coheris a mis en place un plan emploi senior depuis le 1er janvier 2010. Ce plan propose aux seniors un entretien de 2ème partie de carrière aux collaborateurs de plus de 45 ans qui le souhaitent. L'objectif est de faire un point sur le parcours professionnel, les compétences et les souhaits de chaque collaborateur en matière d'évolution et de poursuite de carrière.

1.7.2 Informations environnementales

Outre la réduction de l'impact direct de l'activité de Coheris sur l'environnement, l'activité à long terme de Coheris doit permettre d'aider ses clients à répondre à leurs propres objectifs environnementaux.

C'est pourquoi, la protection de l'environnement est intégrée à tous les aspects de l'activité de la société Coheris.

1.4.1.9 Objectif : Réduire notre empreinte carbone

Le respect de l'environnement est au cœur des priorités du groupe Coheris.

Coheris encourage ses collaborateurs à adopter les bons gestes au quotidien afin de préserver l'environnement :

- Le bureau « sans papier » : Coheris encourage ses collaborateurs à limiter les impressions de papier inutiles. Les impressions recto-verso sont systématiquement privilégiées par défaut.
- Le recyclage des déchets : Les collaborateurs de l'entreprise doivent participer au tri sélectif de leurs déchets.
- L'optimisation du parc immobilier : En 2009, Coheris a regroupé ses deux sites proches de Paris au siège social de Suresnes afin d'optimiser la gestion de son parc immobilier. Les actions de gestion se poursuivent en optimisant la surface des locaux de Cergy et de Lyon.
- L'utilisation de la vidéo et autres médias pour les communications professionnelles ou sociales : Coheris a développé la vidéo-conférence permettant d'organiser avec ses collaborateurs ou ses clients des réunions en limitant l'empreinte carbone liée aux déplacements.
- Les modes de transports alternatifs : Coheris encourage vivement ses collaborateurs à utiliser les transports alternatifs et collaboratifs. Les locaux de Suresnes sont situés à proximité de transports en commun (tramway Ligne T2 et trains Ligne L et U). Des douches sont prévues dans les locaux pour les cyclistes.

Enfin, pour l'année 2013, la société Coheris continuera à attaché une attention particulière dans le choix des voitures constituant son parc en privilégiant des véhicules à faible émission de CO2.

1.4.1.10 Développer des solutions innovantes et éco- responsables pour nos clients

Les solutions logicielles développées par Coheris doivent permettre à nos clients d'être plus compétitifs et de gagner des marchés dans un monde où les défis environnementaux s'accroissent.

1.4.1.11 Sous-traitance et fournisseurs

Coheris collabore uniquement avec des partenaires (fournisseurs, prestataires, sous-traitants..) qui partagent ses valeurs.

Coheris s'engage à promouvoir la responsabilité sociétale et environnementale dans toute sa chaîne d'approvisionnement, en particulier auprès de ses partenaires. Coheris prend également l'engagement d'évaluer les performances RSE de ses partenaires de manière régulière et approfondie mais aussi de favoriser leur amélioration continue.

1.4.1.12 Loyauté des pratiques et mesures prises en faveur de la protection de nos clients

Coheris ne propose jamais de rétribution, pécuniaire ou autre, pour obtenir ou conserver un marché, et aucun de nos représentants ou partenaires n'est autorisé à effectuer des versements illicites en notre nom.

Coheris exige également une intégrité totale de ses collaborateurs dans tous les aspects de leur activité. La direction attend ainsi de tous les salariés qu'ils respectent la législation et nos politiques internes.

Conscient des enjeux majeurs liés au développement du « cloud computing », Coheris s'engage à respecter les droits et les attentes des personnes en matière de vie privée et à protéger les données personnelles contre tout accès, utilisation, conservation/stockage et divulgation non autorisés

Le Conseil d'administration

1.8 Annexe 1 : Résultats des cinq derniers exercices

TABLEAU FINANCIER - Montants en euro	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009	31/12/2008
Capital social	2 245 230	2 245 230	2 245 230	2 245 230	2 245 230
Nombres d'actions ordinaires	5 613 075	5 613 075	5 613 075	5 613 075	5 613 075
Nombre d'actions à dividende prioritaire					
Nombre maximal d'actions futures à créer	7 500	7 500	26 675	29 475	55 700
- Par exercice des BS-ABSA ainsi que des BSA					
- Par conversion d'obligations					
- Par exercice de droits de souscription	7 500	7 500	26 675	29 475	55 700
Chiffre d'affaires hors taxes	16 250 671	19 649 804	21 430 395	15 286 223	18 146 574
Résultat avant impôts, participation, dotation, reprises	1 183 589	4 028 781	4 705 180	2 531 884	3 161 023
Impôts sur les bénéfices	3 165	478 030	803 087	414 595	-38 099
Participation des salariés	-	102 940	193 600	90 026	52 000
Résultat après impôts, participation et dotations	-1 815 420	841 317	1 433 389	2 138 127	-6 498 348
Résultat distribué	-	449 046	449 046	561 307	449 046
Par action résultat après impôts avant dotations et participation	0,21	0,63	0,70	0,38	0,57
Par action résultat après impôts et dotations	-0,32	0,15	0,26	0,38	-1,16
Dividende attribué à chaque action	-	0,08	0,08	0,10	0,08
Effectif moyen des salariés de l'exercice	165	170	193	136	158
Montant de la masse salariale	9 144 210	8 767 518	9 597 802	6 858 941	7 651 551
Cotisations sociales et avantages sociaux	4 127 725	3 870 198	4 203 869	3 137 391	3 565 217

1.9 Annexe 2 : Inventaire des titres de participation

Filiales et participations (Montants en milliers d'euros)	Capital	Réserves et RAN	Résultat 2012	Quote-part du capital détenu en %	CA HT 2012	Valeur brute des titres k€	Valeur nette des titres	Prêts et avances consent. et non rembours.	Montant des cautions et avals donnés	Dividendes encaissés par la société en cours exercice
Coheris GmbH	52	9	-19	100%	0	52	52			
Coheris Switzerland	80	8	- 19	100%	78	2 112	0			
Dataxpresso	50	122	195	100%	915	260	260			313
Quatrax	155	420	17	100%	1 178	931	931			

3. Comptes sociaux

1.1 Bilan et compte de résultat

ACTIF – en milliers d’euros

Note	31/12/12		31/12/11	
	Brut	Amort, Provis.	Net	Net
Immobilisations incorporelles				
• Frais de recherche et développement	18 422	14 347	4 075	3 976
• Concessions, brevets, licences, marques	777	769	8	2
• Fonds commercial	8 070	73	7 997	7 997
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur incorporelles				
Immobilisations corporelles	1 339	1 108	231	302
Participations	3 356	2 113	1 243	1 434
Autres immobilisations financières	363		363	364
1.2.3.2 TOTAL IMMOBILISE	32 327	18 410	13 917	14 075
Stock produits finis	37	11	26	6
Avances et acomptes versés sur commande				
Créances clients et comptes rattachés	8 534	663	7 871	9 131
Autres créances	1 955		1 955	267
Valeurs mobilières de placement	5 761	388	5 373	5 364
Disponibilités	889		889	2 749
Charges constatées d'avance	321		322	126
1.2.3.3 TOTAL ACTIF CIRCULANT	17 496	1 061	16 436	17 643
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
TOTAL ACTIF	49 823	19 471	30 353	31 718

PASSIF– en milliers d’euros

Note	31/12/2012	31/12/2011
1.2.4.1 Capital	2 245	2 245
Prime d'émission, de fusion et d'apport	11 505	11 505
BSA primes liée à capital	50	0
Réserve légale	225	225
Autres réserves	425	425
Report à nouveau	5 145	4 723
Résultat de l'exercice	-1 815	8 41
Amortissements dérogatoires		
I SITUATION NETTE TOTALE	17 780	19 964
II AUTRES FONDS PROPRES	0	0
1.2.4.2 Provisions pour risques et charges	989	522
III PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	989	522
1.2.4.3 DETTES FINANCIERES		
• Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	915	953
• Emprunts et dettes financières divers et associés	942	1 064
1.2.4.4 DETTES D'EXPLOITATION		
• Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 246	1 004
• Dettes fiscales et sociales	4 916	4 764
• Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1	24
DETTES DIVERSES		
• Autres dettes	121	101
1.2.4.5 PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	3 443	3 322
IV DETTES	11 584	11 232
TOTAL PASSIF	30 353	31 718

COMPTE DE RESULTAT – en milliers d’euros

Note		31/12/2012	31/12/2011
		12 mois	12 mois
1.2.5.1	Ventes de marchandises	13	408
	Production vendue : services	16 237	19 242
	CHIFFRE D’AFFAIRES NET	16 250	19 650
	Production stockée		
	Production immobilisée	2 576	2 441
	Subvention d’exploitation	3	3
	Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges	253	104
	Autres produits	0	43
	TOTAL DES PRODUITS D’EXPLOITATION	19 082	22 241
	Achats de marchandises	116	130
1.2.5.2	Autres achats et charges externes	4 305	4 948
	Impôts, taxes et versements assimilés	634	849
1.2.5.3	Salaires et traitements	9 144	8 768
	Charges sociales	4 128	3 870
	Dotations d’exploitation :		
	- Sur immobilisations : amortissements et provisions	2 599	2 494
	- Sur actif circulant : dotation aux provisions	108	51
	- Pour risques et charges : dotation aux provisions	167	40
	Autres charges	217	79
	TOTAL DES CHARGES D’EXPLOITATION	21 418	21 229
	RESULTAT D’EXPLOITATION	(2 336)	1 012
1.2.5.4	BENEFICE ATTRIBUE OU PERTE SUPPORTEE	(18)	(9)
	Produits financiers des participations	313	190
	Autres intérêts et produits assimilés	223	64
	Reprises sur prov. et transferts de charges.	209	34
	Différences de change	3	0
	Produits nets sur cessions de valeurs mob. de placement.	12	21
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	760	309
	Dotations financières sur amortissements et provisions	388	148
	Intérêts et charges assimilées	36	37
	Différences négatives de change	1	2
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES	425	187
1.2.5.5	RESULTAT FINANCIER	335	120
	RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	(2 019)	1 125
	Produits exceptionnels :		
	- Rep. prov. et transfert de charges	50	54
	- sur opérations de gestion	5	44
	- sur opérations en capital	14	37
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	69	135
	Charges exceptionnelles :		
	- sur opérations de gestion	95	180
	- sur opérations en capital	254	14
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	413	50
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	762	244
1.2.5.6	RESULTAT EXCEPTIONNEL	(693)	(109)
1.2.5.7	Impôts sur les bénéfices	788	72
	Impôts Carry back	109	0
	Intéressement	0	103
	BENEFICE OU PERTE	(1 815)	841

1.2 Annexe aux comptes sociaux

La présente annexe fait partie intégrante des comptes annuels. Elle comporte des éléments complémentaires au bilan et au compte de résultat, de façon à ce que l'ensemble donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'entreprise. Les éléments d'information qui ne présentent pas un caractère significatif ne sont pas mentionnés.

Sauf indication contraire, tous les tableaux sont en milliers d'euros.

Durée de l'exercice 2012 et de l'exercice précédent : 12 mois.

Total du bilan avant répartition du résultat : 30 353 milliers d'euros.

Résultat (perte) : - 1 815 milliers d'euros.

1.2.1 Principes et méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés conformément aux principes comptables généralement admis en France et tiennent compte du règlement CRC 99-03 du 29 avril 1999 relatif à la réécriture du Plan Comptable Général.

1.2.1.2 Principes

Les principes suivants ont notamment été appliqués :

- prudence,
- indépendance des exercices,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- continuité de l'exploitation,

Conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

1.2.1.3 Règles et méthodes comptables

Immobilisations incorporelles

Elles comprennent essentiellement:

- les frais de recherche et développement : ils sont évalués au coût de production sur la base des temps passés par les développeurs à l'exclusion du temps de supervision. Les heures produites sont valorisées à partir des salaires, augmentés des charges sociales par application d'un coefficient de charges. Ils sont amortis sur une durée de 3 ans selon le mode linéaire.
- des licences intégrées dans les logiciels produits par Coheris. Elles sont évaluées au coût d'acquisition. Elles sont amorties sur une durée de 3 ans selon le mode linéaire.
- des fonds de commerce constitués de clientèle, de contrats d'exploitation et de droit au bail. Ces éléments sont revus tous les ans pour s'assurer qu'aucune dépréciation ne doit être constatée (cf. Test de dépréciation).

Immobilisations corporelles

Il s'agit des matériels informatiques et téléphoniques utilisés par la société ainsi que du mobilier et du matériel de bureau comptabilisés à leur coût historique.

Les durées et les modes d'amortissement sont les suivants :

Logiciels	1 à 3 ans linéaire
Installations	5 ans linéaire
Matériel de bureau et informatique	3 ans linéaire
Mobilier de bureau	2 à 7 ans linéaire.

Immobilisations financières

Les participations figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition. Une provision est constituée lorsque la valeur d'inventaire de la participation, déterminée d'après plusieurs critères (capitaux propres, plus-values latentes, rentabilité, perspectives,...) est inférieure à la valeur comptable.

Lors de chaque arrêté, les indices d'éventuelles pertes de valeur des actifs concernés sont examinés. Si des changements significatifs défavorables apparaissent et au minimum une fois par an, un test de valorisation est effectué et un amortissement exceptionnel est comptabilisé en cas de perte de valeur (cf. Test de dépréciation).

Test de dépréciation

Les tests de valorisation sont mis en œuvre selon la méthode de l'actualisation des cash flows futurs (DCF) dont les principales hypothèses retenues sont les suivantes :

- élaboration d'un Business Plan à 4 ans
- taux de croissance à l'infini à 2% au-delà
- taux d'actualisation indexé sur le taux sans risque OAT à 10 ans, la prime de risque du secteur et le Bêta de la société (au 31/12/2012, le taux d'actualisation retenu est de 10,47 %).

Les mêmes hypothèses ont été retenues pour l'ensemble des tests de valorisation effectués pour tenir compte d'une homogénéité des activités, des marchés, et des zones géographiques des actifs concernés.

Les éléments défavorables endogènes (réorganisation commerciale notamment) ou exogènes (conditions de marchés très défavorables) observés au cours de l'exercice 2012 ont été jugés exceptionnels. Ainsi, les prévisions budgétaires ont été réalisées sur la base d'une reprise d'activité franche mais progressive permettant un retour à la rentabilité dès 2013. Le taux de croissance annuel moyen du chiffre d'affaires sur la durée du Business Plan s'établit à près de 7 %. Les charges ont été ajustées pour tenir compte à la fois des augmentations normalement pratiquées (sur les loyers et les salaires principalement) mais également des ajustements d'effectifs liés aux croissances de chiffre d'affaires projetés. Les hypothèses fiscales liées à l'imputation des déficits fiscaux de l'exercice 2012 et à l'application du dispositif du Crédit Impôt Recherche ont été considérées stables dans le temps.

La valeur d'utilité déterminée à partir de ces hypothèses permet de couvrir plus d'une fois et demie la valeur comptable des actifs incorporels. Elle reste cependant particulièrement sensible aux hypothèses retenues pour l'établissement du Business Plan. Ainsi une diminution de 1,5 % du taux de croissance annuel moyen du chiffre d'affaires sur la durée du Business Plan sans ajustement des charges ramènerait la valeur d'utilité des actifs proche de leur valeur comptable.

Les méthodes analogiques n'ont pas été retenues compte tenu de la forte disparité et de la forte volatilité des valorisations de sociétés comparables et de transactions dans ce domaine d'activité.

La société a décidé, conformément aux règles applicables sur les actifs, d'activer les frais d'acquisitions sur titres et de les amortir sur une durée de 5 ans au moyen d'un amortissement dérogatoire.

Créances clients

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque des risques prévisibles de non recouvrement apparaissent.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'acquisition ou au cours moyen du dernier mois de l'exercice, si celui-ci est inférieur.

Provisions pour risques et charges

Les risques et charges probables identifiés à la clôture de l'exercice, principalement les litiges, font l'objet de provisions.

Chiffre d'affaires et produits constatés d'avance

L'activité d'édition de logiciels faisant généralement l'objet de contrats distincts de licence, de maintenance et de services associés, les droits d'utilisation (licences revendues ou licences de produits Coheris) sont comptabilisés dès leur livraison.

Les prestations faisant l'objet d'un contrat au forfait sont enregistrées selon la méthode à l'avancement. L'avancement est mesuré au prorata des coûts dépensés rapportés aux coûts à terminaison des contrats ; en conséquence, lorsque l'avancement est supérieur au montant des factures émises, une facture à établir est comptabilisée ; a contrario, lorsque les factures émises sont d'un montant supérieur au stade d'avancement, un produit constaté d'avance est enregistré.

Dans le cas exceptionnel où les services associés seraient considérés comme essentiels au fonctionnement du progiciel (modifications essentielles des caractéristiques techniques et/ou fonctionnelles intrinsèques du produit), le projet serait considéré dans son ensemble et serait comptabilisé suivant la méthode à l'avancement.

Indemnités de départ en retraite

Les indemnités de départ en retraite sont mentionnées en engagements hors bilan. Elles sont calculées selon la méthode de répartition des droits au prorata de l'ancienneté.

Les principales hypothèses qui ont été retenues sont les suivantes :

- calcul des droits selon la convention collective Syntec,
- versement d'une indemnité de licenciement à l'occasion du départ,
- taux de sortie variable selon l'âge,
- taux d'augmentation annuel moyen des salaires : 5% jusqu'à 40 ans, 2% au-delà,
- taux d'actualisation de 3,61 %.

Crédit d'impôt recherche (CIR)

Les travaux de recherche et développement mis en œuvre dans le cadre de la conception de ses produits peuvent être éligibles au Crédit Impôt Recherche. Chaque année, une étude est menée sur l'ensemble des travaux réalisés pour identifier ceux qui sont éligibles au dispositif. Ce travail de recensement est mis en œuvre avec l'appui d'un cabinet externe spécialisé. En 2012, le montant du CIR est de 726 K€.

Nouveaux instruments financiers

La société n'utilise pas les nouveaux instruments financiers

1.2.2 Faits significatifs de l'exercice et comparabilité des comptes

Le chiffre d'affaires de Coheris SA a été pénalisé par des conditions très défavorables en 2012 même si la situation s'est améliorée entre le 1er semestre et le second. Coheris SA a continué à consacrer une part significative de ses ressources à l'innovation avec le lancement de plusieurs nouvelles versions de ses produits au quatrième trimestre 2012 (Coheris CRM 5.5, Coheris Trade 4.2 et Coheris Liberty 8.7). Il a commencé à tirer les premiers bénéfices de la réorganisation commerciale et marketing initiée en début d'année (recrutement de managers commerciaux expérimentés, montée en compétence des équipes commerciales, recrutement d'un Chief Product Officer pour une meilleure coordination et une accélération des évolutions produits). Coheris SA a ainsi gagné plus de 30 nouveaux clients dans le CRM et la Business Intelligence au cours de l'exercice.

Coheris a engagé sur la fin de l'année un plan de maîtrise des coûts opérationnels qui s'est traduit par des charges de restructuration de 0,4 million d'euros. Ces charges, qui ont pesé sur le résultat opérationnel 2012, permettront de réduire significativement la structure de coûts du Groupe dès l'exercice 2013.

Dans ces conditions, l'exercice clos le 31 décembre 2012 fait ressortir un chiffre d'affaires à 16 250 K€ contre 19 650 K€ pour l'exercice précédent, soit une décroissance de 17 %.

Le montant des traitements et salaires et cotisations sociales s'élève à 13 272 K€ contre 12 638 K€.

Les charges d'exploitation de l'exercice ont atteint au total 21 418 K€ contre 21 229 K€ pour l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation s'élève à - 2 336 K€ contre 1 012 K€ pour l'exercice précédent.

Après prise en compte des dividendes reçus des filiales pour 313 K€, le résultat courant avant impôts s'établit à – 2 019 K€ contre 1 125 K€ pour l'exercice précédent.

Le résultat exceptionnel est de – 693 K€ contre – 109 K€ en 2011.

Après prise en compte notamment du Crédit Impôt Recherche l'exercice 2012 pour 726 K€ Coheris SA dégage un résultat de – 1 815 K€ contre 841 K€ en 2011.

1.2.3 Notes sur le bilan actif

1.2.3.1 Actif immobilisé

Les mouvements de l'exercice sont les suivants.

Valeurs Brutes	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles				
- Frais recherche et développement	15 845	2 577	0	18 422
- Concessions, brevets, etc.	767	10	0	777
- Fonds commercial	8 070	0	0	8 070
- Autre immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Immobilisations corporelles				
Participations	1 321	45	27	1 339
Autres Immobilisations financières	3 608	0	252	3 356
TOTAL BRUT	29 975	2 632	280	32 327

Amortissements, provisions	A l'ouverture	Dotation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	12 707	2 482	0	15 189
Immobilisations corporelles	1 019	117	27	1 109
Immobilisations financières	2 174	0	62	2 112
TOTAL AMORTISSEMENTS	15 900	2 599	89	18 410

TOTAL VALEURS NETTES	14 075	33	191	13 917
-----------------------------	---------------	-----------	------------	---------------

Frais de recherche et de développement

Ces frais sont constitués des salaires et charges sur salaires imputés sur les logiciels développés par la société.

Les frais de recherche et développement sont liés aux investissements sur les produits des gammes :

- Coheris CRM (gamme de logiciels dans le domaine du CRM orientés service client et Marketing ainsi que l'automatisation des Forces de Vente),
- Coheris Liberty (gamme de logiciels de Business Intelligence)
- Coheris SPAD (gamme de logiciels de Datamining et Data Quality Management).

Les tests mis en œuvre (cf. 1.2.1.3) n'ont pas révélé de perte de valeur.

Concessions, brevets, licences, marques

Il s'agit des droits d'utilisation des licences utilisés par la société.

Fonds commercial :

Il comprend :

- Mali activé lors de la fusion avec la société SPAD : 1 865 K€
- Fonds de commerce Test&Go (issu de la société SPAD) : 305 K€
- Le mali de confusion de la société Coheris Harry : 2 464k€
- Le mali de confusion de la société Coheris FDV : 3 363 k€

Immobilisations corporelles

Il s'agit du mobilier, du matériel de bureau et des ordinateurs, du réseau et des aménagements.

Participations :

L'évolution de ce poste est principalement constituée par l'impact de la sortie de la société Jeemeo. En effet, en date du 18 octobre 2012, la société a été liquidée par décision du Tribunal de Commerce de Nanterre.

Il s'agissait d'une participation minoritaire de 15,83 %, réalisée le 21 décembre 2010, dans cette start-up qui disposait d'une technologie d'intégration des réseaux sociaux aux logiciels de CRM. Cette participation figurait à l'actif pour un montant de 190 K€ et a été passé en perte sur l'exercice.

La société Coheris Benelux, n'ayant plus d'activité, a été dissoute en date du 14 décembre 2012. Cette participation figurait à l'actif pour 62 K€ qui avait l'objet d'une provision pour le même montant au cours des exercices précédents.

Autres immobilisations financières

Il s'agit de dépôts de garantie dans le cadre d'un contrat de tenue de marché conclu avec la Société de Bourse Parel en 2005 (152 K€), ainsi que les dépôts de garantie relatifs aux locaux du siège de la société et des différents établissements (200 K€).

1.2.3.2 Actif circulant

Créances clients

Clients et comptes rattachés, valeur nette : 7 871 K€.

L'échéancier des créances se présente comme suit :

	Total	Non échues	<3 mois	<12 mois	>12 mois
Créances clients brutes	8 534	6 886	111	635	902
Dépréciations *	-663				-663
Créances clients nettes	7 871	6 886	111	635	239

Les provisions ont évolué de la manière suivante au cours de l'exercice :

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Provisions pour dépréciation des comptes clients	694	108	139	663

Il y a au 31 décembre 2012, il n'existe d'effet escompté non échue.

Produits à recevoir inclus dans les postes du bilan

Clients factures à établir, selon la méthode à l'avancement (§ 1.2.1.3) 1 548 K€

Autres créances

Ce poste comprend :

	31/12/12
Personnel	43
État, taxes sur le chiffre d'affaires	1 813
C/C filiale	92
Fournisseurs débiteurs	3
Divers	4
TOTAL	1 955

Valeurs mobilières de placement

Il s'agit principalement des titres autocontrôlés détenus directement par Coheris SA dans le cadre du programme de rachat d'actions.

La valeur comptable des titres autocontrôlés par détention directe ou par le biais du contrat de liquidité administré représente un montant net de 621 k€.

La société détient ainsi 358 178 de ses propres titres au 31/12/2012.

Cette valorisation tient compte d'une provision de 388 k€ calculée sur un cours retenu à la clôture de 1,74 € par action.

Charges constatées d'avance

Cette rubrique ne contient que des charges ordinaires liées à l'exploitation normale de l'entreprise.

1.2.4 Notes sur le bilan passif

1.2.4.1 Capital social et prime d'émission de fusion et d'apport

Au 31 décembre 2012, le capital de la société s'élève à 2 245 230 € correspondant à 5 613 075 actions. Aucune action n'a été émise au cours de l'exercice.

Le tableau suivant présente la variation en 2012 des capitaux propres de la société.

	A fin 2011	Augmentation	Diminution	A fin 2012
Capital	2 245			2 245
Prime d'émission, de fusion et d'apport	11 505			11 505
BSA Primes/Capital		50		50
Réserve légale	225			225
Autres réserves	425			425
Report à nouveau	4 723	421 ⁽²⁾		5 144
Résultat	841	(1 815)	841 ⁽²⁾	(1 815) ⁽¹⁾
Provision réglementée				
Capitaux propres	19 964	(1 344)	841	17 779

⁽¹⁾ Résultat 2012 en attente d'affectation

⁽²⁾ Dont 421 K€ en report à nouveau et 420 K€ de dividendes versés.

Options de souscription d'actions

L'assemblée générale extraordinaire du 28 mai 1999 a autorisé le Conseil d'Administration à consentir des options de souscriptions d'actions. Le nombre total d'actions pouvant être souscrites au 31 décembre 2012 est de 7 500 actions.

Le tableau ci-dessous présente le détail des actions pouvant être souscrites :

Date d'attribution des options de souscription d'action	Nombre d'actions	Valeur d'exercice (€)	Dates d'exercice
04 mai 2006	7 500	7,18	Du 04 mai 2010 au 03 mai 2013

1.2.4.2 Provisions pour risques et charges

	A l'ouverture	Variation de périmètre	Dotation	Reprise		A la clôture
				Avec utilisation	Sans utilisation	
Pertes à terminaison	11		167	11		167
Provision pour restructuration			365			365
Autres	511		48	102		457
Total	522		580	113		989

Une provision permettant de couvrir un risque de perte à terminaison a été constituée au 31/12/2012 sur plusieurs projets au forfait d'intégration d'une solution Coheris à hauteur de 167 K€.

Les autres provisions se rapportent à des risques et des charges d'exploitation.

A la connaissance de la société, les litiges connus ne nécessitent pas de provisionnement supplémentaire dans les comptes au 31/12/2012.

1.2.4.3 Échéance des dettes

	Montant brut	A 1 an au +	+ 1 an – 5 ans	A + de 5 ans
Établissements de crédit	915	494	421	
Dettes financières diverses	942	942		
Fournisseurs	1 246	1 246		
Dettes fiscales et sociales	4 916	4 916		
Autres dettes	122	122		
TOTAL	8 141	7 720	421	

Les dettes financières diverses comprennent notamment :

- 238 K€ de comptes bloqués de la participation rémunérés au taux de 6%.
- 685 K€ d'avance des filiales (DataXpresso Coheris Benelux et Coheris Allemagne)

1.2.4.4 Charges à payer incluses dans les dettes d'exploitation

Fournisseurs (Factures non parvenues) : 470 K€

Les dettes fiscales et sociales se décomposent comme suit :

	31/12/12
Congés payés et RTT	939
Organismes sociaux	1 399
Provisions primes et commissions	283
Réserve de Participation	15
Autres dettes sociales	51
TVA	1 907
Impôts et taxes divers à payer	322
TOTAL	4 916

1.2.4.5 Produits constatés d'avance

Cette rubrique contient les factures émises d'avance dans le cadre de contrats maintenance 2012 notamment pour 3 443 K€ (cf. commentaires 1.2.1.3).

1.2.5 Notes sur le compte de résultat

1.2.5.1 Ventilation du Chiffre d'affaires :

Le compte de résultat distingue :

	31/12/12
Licences internes	2 703
Production vendue : services ⁽¹⁾	13 547
TOTAL	16 250

(1) 297 k€ aux filiales

Sur le total, le chiffre d'affaires à l'exportation s'élève à 2 326 k€.

1.2.5.2 Autres achats et charges externes

Ce poste s'élève à 4 305 k€ (4 948 k€ en 2011).

Il comprend des charges de sous-traitance pour 1 899 k€ (2 358 k€ en 2011). Sur ce montant, 815 k€ proviennent de commissions de rétrocession versées à DataXpresso et 393 k€ sont liés aux actions marketing qui ont été intégralement sous-traitées à compter de fin 2010.

Les autres postes d'achats sont :

	31/12/12
Entretien divers	122
Locations et charges liées	1 096
Assurances	80
Transports et déplacements, véhicules	459
Honoraires	259
Télécommunications	170
Publicité, communication	67
Divers	153
TOTAL	2 406

1.2.5.3 Salaires et traitements – effectifs de la société

Ce poste s'élève à 13 272 k€ (12 638 k€ en 2011).

L'effectif de la société Coheris au 31/12/2012 est de 168 personnes, dont 7 directeurs, 146 cadres et 15 agents de maîtrise et employés et apprentis..

Au cours de l'exercice, l'effectif salarié moyen a été de 171 personnes.

1.2.5.4 Charge supportée -17 k€

Il s'agit du résultat dégagé sur des titres autocontrôlés dans le cadre du contrat de tenue de marché conclu avec Parel Société de Bourse.

1.2.5.5 Charges et produits financiers

Le résultat financier est positif à + 335 k€ contre un résultat de + 122 k€ en 2011.

Il comprend :

	31/12/12
Dotation nette aux provisions sur les titres auto-contrôlés	-388
Intérêts divers	-37
Produits nets sur cessions VMP	12
Dividendes	313
Reprise provisions à caractère financier	209
Produits de placements	222
Autres produits financiers	4
TOTAL	335

1.2.5.6 Charges et produits exceptionnels

Le résultat exceptionnel s'élève à - 692 k€ (-109 k€ en 2011).

Il comprend notamment :

	31/12/12
Produits de cessions	8
VNC immobilisations financières (Jeemeo & Coheris Benelux)	-254
Dotations et reprises exceptionnelles	-363
Autres charges et produits exceptionnels divers	-83
TOTAL	- 692

1.2.5.7 Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôt	Impôt (1)	Résultat après impôt
Résultat courant	-2 019	0	-2 019
Résultat exceptionnel – intéressement + CIR	32	0	32
Carry Back 2012		109	109
Produit d'intégration fiscale		63	63
Total	-1 987	172	- 1 815

(1) Après retraitements fiscaux

La société a bénéficié sur l'exercice d'un Crédit d'Impôt Recherche de 726 k€ correspondant à ses travaux de recherche sur le développement éligibles au dispositif pour ses gammes de produits CRM, BI et Datamining.

1.2.5.8 Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

	31/12/12
Décalages temporaires 2012	63
Déficits fiscaux reportables	2 333
TOTAL	2 396
IS A 33,33 %	799

Compte tenu des hypothèses retenues pour l'établissement du budget pour les années 1 à 4 (cf 1.2.1.3) mais également des règles fiscales en vigueur à la clôture des comptes, les déficits fiscaux 2012 devraient être imputés d'ici 2 à 3 exercices.

1.2.6 Autres informations

1.2.6.1 Informations relatives aux dirigeants

Les rémunérations versées aux mandataires sociaux sont les suivantes :

	Rémunération Brute versée au titre de l'exercice 2012 hors partie variable	Partie variable due au titre de l'exercice 2012 (versée en 2012)	Partie variable due au titre de l'exercice 2012 (versée en 2013)	Rémunération Brute versée au titre de l'exercice 2011 hors partie variable	Partie variable versée en 2011
Rémunérations et avantages versés à chaque mandataire concerné par la société Coheris SA					
Membres du Conseil d'Administration	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
PDG & DGD	276 492	Néant	Néant	275 040	Néant

	Jetons de présence au titre de l'année 2012	Remboursements de frais 2012	Avantages en nature 2012
Rémunérations et avantages versés à chaque mandataire concerné par la société Coheris SA			
Membres du Conseil d'Administration	24 000	Néant	Néant
PDG & DGD	6 000	12 124	9 458

Événement postérieur à la clôture de l'exercice 2012 en lien avec des mandataires :

Dans le cadre de la sortie du groupe d'Eric d'Andigné de Beauregard, le Président a consulté le Comité des Rémunérations puis le Conseil d'Administration sur l'opportunité de conclure un protocole intégrant une indemnité transactionnelle nette pour un montant de 120 808 €.

Par ailleurs, Eric d'Andigné avait acquis 60 223 actions de la société. En raison de la rupture de son contrat de travail à l'initiative de la société, Monsieur d'Andigné a fait part de son souhait de céder à brève échéance l'ensemble de ses actions.

Compte tenu du cours actuel et de l'autorisation qui lui a été déléguée par l'Assemblée Générale du 20 juin 2012 de mettre en œuvre un programme de rachat d'actions propres, le Président de la société a proposé que Coheris se porte acquéreur de ce bloc dans le cadre de l'autorisation précitée et de la réglementation en vigueur.

Par conséquent, le Président a consulté le Comité des Rémunérations puis le Conseil d'Administration sur ce projet d'opération qui pouvait être réalisée au lendemain de la publication du chiffre d'affaires 2012 soit le 1er février 2013. Cette transaction a été réalisée hors marché dans le cadre d'une cession de bloc (60 223 actions) au cours de l'action sur le marché à l'instant de ladite opération soit 1,87 €.

Ces deux propositions ont été approuvées par le Conseil d'Administration du 30 janvier 2013.

Les conséquences financières de cette transaction en lien avec une situation existante au 31 décembre 2012 ont donc été provisionnées dans les comptes 2012.

Suite à ce départ, Fabrice Roux a pris le management en direct de l'ensemble des équipes commerciales, delivery, expertise, marketing et direction clients.

1.2.6.2 Stock-options

En tenant compte des options de souscriptions d'actions en circulation, soit 7 500, la dilution maximum que représente l'exercice de l'ensemble de ces titres donnant accès au capital est de 0,1 %.

1.2.6.3 Bons de souscription d'actions

Un plan de Bons de Souscription d'actions (BSA) a été mis en œuvre par le Conseil d'Administration conformément à 15^{ième} résolution approuvée lors de l'Assemblée Générale Mixte du 20 juin 2012. Ce sont 193 500 BSA qui ont été souscrit par les principaux managers en décembre 2012.

Ces bons seront exerçables à compter du 1er juillet 2015 jusqu'au 31 décembre 2015 sous condition que le cours soit au moins égal à 3,5 € et que les bénéficiaires soient encore présents dans le groupe au jour de l'exercice.

Dans l'hypothèse où l'ensemble des BSA seraient exercés, la dilution potentielle serait de 3,4%

1.2.6.4 Droit individuel à la formation

La loi du 4 mai 2004 ouvre pour les salariés des entreprises françaises un droit à la formation d'une durée de 20 heures minimum par an cumulable sur une période de 6 ans. Les dépenses engagées dans le cadre de ce droit individuel à la formation (D.I.F) sont considérées comme des charges de la période et ne donnent pas lieu à comptabilisation d'une provision sauf situation exceptionnelle.

Le nombre d'heures de formation correspondant au cumul des droits acquis par les salariés au cours de l'exercice s'élève à 3.113 heures.

1.2.6.5 Engagements hors bilan

Les engagements relatifs aux départs en retraite ont été estimés à un montant de 229 K€.

1.2.6.6 Litiges

Les litiges ont fait l'objet de provisions en fonction du risque estimé.

A la connaissance de la société, il n'existe pas de litige dont le risque envisagé nécessiterait un provisionnement supplémentaire dans les comptes au 31/12/12.

1.2.6.7 Honoraires Commissaires aux Comptes

Le montant des honoraires figurant en charge au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 71 K€ pour l'ensemble du collège.

1.2.6.8 Autres événements postérieurs à l'exercice

Néant.

Annexe 1 FILIALES ET PARTICIPATIONS - En milliers d'euros

Filiales et participations (Montants en milliers d'euros)	Capital	Réserves et RAN	Résultat 2012	Quote-part du capital détenu en %	CA HT 2012	Valeur brute des titres k€	Valeur nette des titres	Prêts et avances consent. et non rembours.	Montant des cautions et avals donnés	Dividendes encaissés par la société en cours exercice
Coheris GmbH	52	9	-19	100%	0	52	52			
Coheris Switzerland	80	8	-19	100%	78	2 112	0			
Dataxpresso	50	122	195	100%	815	260	260			313
Quatrax	155	420	17	100%	1 178	931	931			

4. Comptes consolidés en normes IFRS

Les Etats Financiers sont présentés en milliers d'Euros à l'exception du résultat par action en Euro.

1.1 Bilan consolidé

Note		31/12/2012	31/12/2011
1.4.3.1	Écarts d'acquisition	8 385	8 385
	Immobilisation incorporelles	3 360	3 585
1.4.3.2	Immobilisations corporelles	233	308
1.4.3.3	Titres mis en équivalence	-	171
1.4.3.4	Actifs financiers	362	365
1.4.3.7	Autres placements non équivalents de trésorerie	360	360
1.4.3.5	Actifs d'impôts différés	923	275
	ACTIF NON COURANT	13 623	13 449
	Stocks et en cours	26	7
1.4.3.6.1	Clients et comptes rattachés	8 197	9 742
1.4.3.6.2	Autres créances et comptes de régularisation	2 292	525
1.4.3.8	Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 856	7 618
	ACTIF COURANT	16 371	17 892
	TOTAL DE L'ACTIF	29 994	31 341
		31/12/2012	31/12/2011
	Capital	2 245	2 245
	Réserves liées au capital	734	681
	Titres auto détenus	-988	-938
	Réserves et résultat consolidé	15 212	17 061
	Écarts de conversion	-89	-99
	Capitaux propres part du groupe	17 114	18 950
	Intérêts minoritaires		
	CAPITAUX PROPRES	17 114	18 950
1.4.3.11	Passifs financiers > 1 an	434	748
1.4.3.12	Passifs d'impôts différés	219	250
1.4.3.10	Provisions pour risques et charges	1 237	749
	PASSIF NON COURANT	1 890	1 747
1.4.3.11	Passifs financiers < 1 an	805	624
	Fournisseurs et comptes rattachés	1 189	1 077
1.4.3.13	Autres dettes et comptes de régularisation	8 996	8 943
	PASSIF COURANT	10 990	10 644
	TOTAL DU PASSIF	29 994	31 341

1.2 Compte de Résultat consolidé

Note		2012	2011
1.4.3.14	Chiffre d'affaires	17 088	20 556
	Autres produits de l'activité	2 898	2 684
	Achats et services extérieurs	-3 441	-4 120
1.4.1.15	Charges de personnel	-14 926	-14 361
	Impôts et taxes	-476	-544
	Dotations aux amortissements	-2 287	- 2 260
	Dotations aux provisions	-303	-95
	Autres produits et charges d'exploitation	-270	-148
	Résultat opérationnel courant	-1 717	1 712
	Autres produits et charges opérationnels	-402	-24
	Résultat Opérationnel	-2 119	1 688
	Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	174	21
	Autres produits et charges financiers	-112	-18
	Coût de l'endettement financier net	62	3
1.4.3.3	Valeur nette des sociétés sorties du périmètre (1)	-129	
1.4.3.3	Résultat des sociétés mises en équivalence (2)	-28	-19
1.4.3.16	Charges d'impôt	793	-415
	Résultat Net	-1 421	1 257
	Part du groupe	-1 421	1 257
	Intérêts minoritaires		
	Nombre d'actions retenues pour le calcul	5 613 075	5 613 075
	RNPG par action	-0,25	0,22
	Nombre d'actions diluées retenues pour le calcul	5 613 075	5 613 075
	RNPG dilué par action	-0,25	0,22

(1) Concerne les sociétés Coheris Benelux (pour + 14 K€) et Jeemeo (pour - 143 K€) qui sont sorties du périmètre de consolidation en 2012 (cf.1.4.1.2 et 1.4.3.3)

(2) Résultat de la période de la société Jeemeo consolidée selon la méthode de la mise en équivalence.

1.3 Tableau consolidé de variation des capitaux propres

	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto détenus	Réserves et résultat consolidés	Écart de conversion	Total part du groupe	Minoritaires	Total
Au 31 décembre 2010	2 245	696	-776	16 231	-88	18 308		18 308
Écart de change					-11	-11		-11
Total des produits et charges de l'exercice reconnus directement en capitaux propres					-11	-11		-11
Résultat 2011				1 257		1 257		1 257
Opération sur titres auto détenus			-162			-162		-162
Paiements fondés sur des actions		-15				-15		-15
Affectation du résultat								
Versement du dividende (1)				-427		-427		-427
Autres variations								
Total des opérations revenant aux actionnaires		-15	-162	830		653		653
Au 31 décembre 2011	2 245	681	-938	17 061	-99	18 950		18 950
Écart de change					10	10		10
Total des produits et charges de l'exercice reconnus directement en capitaux propres					10	10		10
Résultat 2012				-1 421		-1 421		-1 421
Opération sur titres auto détenus			-50			-50		-50
Paiements fondés sur des actions		3				3		3
Souscription BSA (2)		50				50		50
Affectation du résultat								
Versement du dividende (1)				-420		-420		-420
Autres variations				-8		-8		-8
Total des opérations revenant aux actionnaires		53	-50	-1 849		-1 846		-1 846
Au 31 décembre 2012	2 245	734	-988	15 212	-89	17 114		17 114

(1) En 2012 dividende versé de 0,08 € par action.

(2) Correspond à l'encaissement du prix de souscription de 193 500 BSA par les principaux managers de la société conformément à la 15^{ème} résolution approuvée lors de l'Assemblée Générale Mixte du 20 juin 2012.

Etat des produits et charges comptabilisés

2011	Groupe	Minoritaires	Total
Résultat net consolidé	1 257		1 257
Ecarts de conversion	-11		-11
Autres			
Produits et charges reconnus directement dans les capitaux propres	-11		-11
Total des produits et charges de la période	1 246		1 246
2012	Groupe	Minoritaires	Total
Résultat net consolidé	-1 421		-1 421
Ecarts de conversion	10		10
Autres			
Produits et charges reconnus directement dans les capitaux propres	10		10
Total des produits et charges de la période	-1 411		-1 411

1.3 Tableau consolidé des flux de trésorerie

	31/12/12	31/12/11
Résultat net consolidé (hors MEE)	-1 396	1 276
Elimination des charges et produits sans incidences sur la trésorerie	115	
Dotations nettes aux amortissements et provisions	2 754	2 301
Charges et produits liés aux stocks-options		-15
Autres produits et charges calculés		
Plus et moins-values de cession	-20	-18
CAF après coût de l'endettement financier net et impôt	1 453	3 544
Coût de l'endettement financier net		
Charge d'impôt (y compris les impôts différés)	-793	415
CAF avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)	660	3 959
Impôt (B)	114	-608
Variation du BFR lié à l'activité (C)	-55	857
Flux de trésorerie généré par l'activité (D) = (A+B+C)	719	4208
Décaissements liés aux acquisitions d'immo. Corp. et incorp.	-1 985	-2 348
Encaissements liés aux cessions d'immo. Corp. et incorp.	21	37
Décaissements liés aux acquisitions d'immo. financières		-5
Encaissements liés aux cessions d'immo. financières	2	34
Incidence de variation de périmètre (2)	-1	-579
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissements (E)	-1 963	-2 861
Sommes reçues lors de la souscription des BSA (3)	50	
Rachats et reventes d'actions propres (1)	-50	-161
Augmentation de capital		
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice		
- Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-420	-427
- Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		
Encaissements liés aux nouveaux emprunts		982
Placement de trésorerie considéré comme non équivalents de trésorerie (cf. 1.4.3.7)		-360
Remboursement d'emprunts	-341	-106
Intérêts financiers nets versés		
Flux nets de trésorerie lié aux opérations de financement (F)	-761	-72
Variation de trésorerie nette (D+E+F)	-2 005	1 275
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 1^{er} janvier	7 609	6 334
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 31 décembre (cf. 1.4.3.8)	5 604	7 609

(1) Solde des achats d'actions propres réalisés dans le cadre du programme de rachat d'actions

(2)

Prix d'acquisition des titres		900
Trésorerie des sociétés acquises	-1	-321
Incidence des variations de périmètre	-1	579

(3) Correspond à l'encaissement du prix de souscription de 193 500 BSA par les principaux managers de la société conformément à la 15^{ème} résolution approuvée lors de l'Assemblée Générale Mixte du 20 juin 2012.

1.4 Notes aux états financiers consolidés

1.4.1 Informations générales relatives au groupe et faits marquants

1.4.1.1 Informations générales

Éditeur de logiciels de CRM (Customer Relationship Management), BI (Business Intelligence) et Datamining, Coheris propose une gamme complète de logiciels et services (automatisation du marketing, des ventes et du service client, mobilité, Intranet, Business Intelligence, Datamining), sur des équipes de consulting pluridisciplinaires ainsi que sur un réseau de partenaires technologiques et d'intégrateurs constitué des plus grands acteurs du marché.

Acteur majeur sur le marché européen du CRM, le groupe Coheris compte plus de 1 200 références à travers le monde.

Coheris est cotée sur le marché d'Euronext Paris compartiment C depuis le 30 juin 1999.

1.4.1.2 Faits significatifs de l'exercice

Périmètre de consolidation et variation de périmètre

Le périmètre de consolidation est le suivant :

Société	% intérêt	% contrôle	Méthode	% intérêt	% contrôle
	2012	2012		2011	2011
Coheris SA	Mère	Mère		Mère	Mère
Coheris GmbH	100	100	I.G.	100	100
Coheris Suisse	100	100	I.G.	100	100
DataXpresso	100	100	I.G.	100	100
Quatrax	100	100	I.G.	100	100
Coheris Benelux			I.G.	100	100
Jeemeo			M.E.	15	15

La société Jeemeo, start-up spécialisée dans l'édition de logiciel de social CRM, est sortie du groupe au second semestre 2012 en raison d'une décision du Président de la société de déposer une déclaration de cessation des paiements en date du 10 octobre 2012. Par un jugement du 18 octobre 2012, le tribunal de commerce de Nanterre a décidé la liquidation de la société.

La société Coheris Benelux, n'ayant plus d'activité, a été dissoute en date du 14 décembre 2012.

Activité

Le chiffre d'affaires de Coheris a été pénalisé par des conditions de marché très défavorables en 2012, avec une baisse de 16,8% à 17,1 millions d'euros. La baisse du chiffre d'affaires provient essentiellement des services associés (44% des ventes(1)) et des solutions de CRM (64% des ventes(2)). En revanche, l'activité de maintenance (40% des ventes(1)) s'est maintenue à un niveau élevé et les solutions de Business Intelligence (32% des ventes(2)) ont particulièrement bien performé.

Coheris est parvenu à améliorer la situation au second semestre de l'exercice avec un chiffre d'affaires en hausse séquentielle de 3,6 % par rapport au premier semestre, grâce au quasi doublement des revenus de licences. Le Groupe a consacré une part significative de ses ressources à l'innovation avec le lancement de plusieurs nouvelles versions de ses produits au quatrième trimestre 2012 (Coheris CRM 5.5, Coheris Trade 4.2 et Coheris Liberty 8.7). Il a commencé à tirer les premiers bénéfices de la réorganisation commerciale et marketing initiée en début d'année (recrutement de managers commerciaux expérimentés, montée en compétence des équipes commerciales, recrutement d'un Chief Product Officer pour une meilleure coordination et une accélération des évolutions produits). Le Groupe a ainsi gagné plus de 30 nouveaux clients dans le CRM et la Business Intelligence au cours de l'exercice.

(1) par nature (licences, maintenance, prestations associées)

(2) par gamme de produits (CRM, BI, divers)

Dans un contexte de forte pression sur les revenus et de maintien des dépenses de R&D, le résultat opérationnel courant ressort déficitaire de 1,72 million d'euros sur l'ensemble de l'exercice 2012. Les investissements bruts (hors impact du CIR) en matière de R&D se sont élevés à 4,3 millions d'euros (dont 2,7 millions d'euros activés hors impact du CIR), soit 25 % du chiffre d'affaires alors que les autres postes de dépenses ont baissé de 15 % en 2012.

La situation s'est améliorée au second semestre de l'exercice grâce à un niveau d'activité supérieur et à la maîtrise des charges d'exploitation. La perte de résultat opérationnel courant a été réduite à 0,68 millions d'euros au second semestre de l'exercice contre 1,04 million d'euros au premier semestre de l'exercice.

Coheris a engagé sur la fin de l'année un plan de maîtrise des coûts opérationnels qui s'est traduit par des charges de restructuration de 0,4 million d'euros. Ces charges, qui ont pesé sur le résultat opérationnel 2012, permettront de réduire significativement la structure de coûts du Groupe dès l'exercice 2013.

Coheris dispose d'une trésorerie nette de 4,62 millions d'euros et de capitaux propres de 17,11 millions d'euros à la clôture de l'exercice.

1.4.2 Principes de préparation des états financiers

1.4.2.1 Conformité aux normes comptables

Depuis 2005, Coheris établit ses rapports financiers conformément au règlement (CE) 16/06/2002 du 19 juillet 2002 qui prévoit qu'à compter du 1er janvier 2005, les entreprises européennes faisant appel public à l'épargne, doivent appliquer les normes comptables internationales prescrites par l'IASB (International Accounting Standards Board).

Les comptes consolidés 2011 et 2012 ont été préparés en conformité avec l'ensemble des normes et interprétations IFRS adoptées par l'Union Européenne, dont l'application est obligatoire pour la période de clôture du 31 décembre 2012. En conséquence, le groupe n'a anticipé aucune amélioration de normes, exposés sondages ou interprétations publiés par l'IASB mais en cours d'adoption ou d'application non obligatoire en 2012 au sein de l'Union Européenne.

Les états financiers ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 27 mars 2013.

Utilisation d'estimations et hypothèses

La préparation des états financiers implique que la direction du groupe ou des filiales procède à des estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence significative sur les montants d'actifs et de passifs inscrits au bilan consolidé, les informations relatives à ces actifs et passifs, les montants de charges et produits du compte de résultat et les engagements relatifs à la période arrêtée. Les résultats réels ultérieurs pourraient être différents.

Ces hypothèses concernent notamment les tests de dépréciation et les provisions pour engagements de retraites des salariés.

1.4.2.2 Principes

Les principes suivants ont notamment été appliqués :

- prudence,
- indépendance des exercices,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- continuité de l'exploitation.

1.4.2.3 Méthodes comptables

Méthodes de consolidation

Les sociétés dont le groupe détient directement ou indirectement le contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Les sociétés sur lesquelles le groupe exerce directement ou indirectement une influence notable sont mises en équivalence.

Écarts d'acquisition

Les écarts de première consolidation constatés à l'occasion d'une prise de participation, définis comme la différence entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part acquise dans la situation nette retraitée de la société consolidée estimée à la date d'acquisition, sont affectés aux postes appropriés du bilan consolidé.

Les écarts d'acquisition positifs résiduels sont portés à l'actif du bilan sous la rubrique « Écarts d'acquisition ».

Lors de chaque arrêté, les indices d'éventuelles pertes de valeur des actifs concernés sont examinés. Si des changements significatifs défavorables apparaissent et au minimum une fois par an, un test de valorisation est effectué et un amortissement exceptionnel est comptabilisé en cas de perte de valeur.

Immobilisations incorporelles

Elles comprennent essentiellement:

- **les frais de recherche et développement :**
 - ils sont évalués au coût de production sur la base des temps passés par les développeurs à l'exclusion du temps de supervision. Les heures produites sont valorisées à partir des salaires, augmentés des charges sociales par application d'un coefficient de charges,
 - l'économie d'impôt liée au Crédit Impôt Recherche, découlant de la partie éligible des frais de recherche et développement, est incluse dans la valorisation des actifs ainsi constatés.
 - Ils sont amortis sur une durée de 3 ans selon le mode linéaire.
- **des licences intégrées dans les logiciels produits :**
 - sont évaluées au coût d'acquisition,
 - sont amorties sur une durée de 3 ans selon le mode linéaire.

Immobilisations corporelles

Il s'agit des matériels informatiques et téléphoniques utilisés par la société ainsi que du mobilier et du matériel de bureau comptabilisés à leur coût historique

Les durées et les modes d'amortissement sont les suivants :

Logiciels	3 ans linéaires
Installations	5 ans linéaires
Matériel de bureau et informatique	3 ans linéaires
Mobilier de bureau	2 à 7 ans linéaires

Actifs financiers non courants

Les actifs financiers non courants sont principalement composés de titres de participation non consolidés et de la part à plus d'un an des prêts et créances évalués au coût amorti.

S'agissant de placements dans des instruments de capitaux propres qui n'ont pas de prix coté sur un marché actif et dont la juste valeur ne peut être évaluée de manière fiable, les titres de participation non consolidés sont évalués au coût.

Les prêts et créances évalués au coût amorti sont initialement comptabilisés à leur juste valeur majorée des coûts de transaction directement attribuables, puis évalués au coût amorti en appliquant la méthode dite du taux d'intérêt effectif.

Les actifs financiers non courants font l'objet d'une dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur. La perte de valeur correspond à la différence entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable, estimée d'après l'actualisation des flux de trésorerie attendus (actualisation au taux d'intérêt courant du marché pour un actif financier similaire pour les titres de participation non consolidés évalués au coût, au taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts et créances évalués au coût amorti).

Créances clients

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque des risques prévisibles de non recouvrement apparaissent.

Chiffre d'affaires et produits constatés d'avance

L'activité d'édition de logiciels faisant généralement l'objet de contrats distincts de licence, de maintenance et de services associés, les droits d'utilisation (licences revendues ou licences de produits Coheris) sont comptabilisés dès leur livraison.

Les prestations faisant l'objet d'un contrat au forfait sont enregistrées selon la méthode à l'avancement. L'avancement est mesuré au prorata des coûts dépensés rapportés aux coûts à terminaison des contrats ; en conséquence, lorsque l'avancement est supérieur au montant des factures émises, une facture à établir est comptabilisée ; a contrario, lorsque les factures émises sont d'un montant supérieur au stade d'avancement, un produit constaté d'avance est enregistré.

Dans le cas exceptionnel où les services associés seraient considérés comme essentiels au fonctionnement du progiciel (modifications essentielles des caractéristiques techniques et/ou fonctionnelles intrinsèques du produit), le projet serait considéré dans son ensemble et serait comptabilisé suivant la méthode à l'avancement.

Information sectorielle

La norme IFRS 8 relative à l'information sectorielle impose d'analyser la performance de l'entreprise en fonction de secteurs opérationnels. Compte tenu de la nature de ses produits, des procédés de fabrication et de la typologie de ses clients, l'activité d'Editeur de Logiciels présente un caractère très intégré. De ce fait, Coheris est mono secteur. Néanmoins, et à titre d'information, Coheris présente une ventilation de son chiffre d'affaires par principales natures et par zones géographiques qui ne s'inscrit pas dans le cadre de l'application de la norme IFRS 8.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur valeur liquidative en fin de période, les plus-values latentes étant directement imputées sur les capitaux propres.

Provisions pour risques et charges

Les risques et charges identifiés à la clôture de l'exercice, mais dont la réalisation est incertaine font l'objet de provisions ; il s'agit plus particulièrement :

- des litiges,
- des pertes et pénalités probables sur les contrats,
- des indemnités de fin de carrière. Elles sont calculées selon la méthode de répartition des droits au prorata de l'ancienneté.

Les principales hypothèses qui ont été retenues pour l'évaluation des indemnités de fin de carrière sont les suivantes :

- calcul des droits selon la convention collective Syntec,
- versement d'une indemnité de licenciement à l'occasion du départ,
- taux de sortie variable selon l'âge,
- taux d'augmentation annuel moyen des salaires : 5% jusqu'à 40 ans, 2% au-delà,
- taux d'actualisation de 3,61 %

Impôts

Les impôts différés résultent des différences temporaires entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs au bilan consolidé et des déficits fiscaux dont la recouvrabilité est probable. Ils sont calculés selon la méthode du report variable en appliquant les derniers taux d'impôts votés à la date de la clôture.

Calcul du résultat par action

Le résultat net consolidé par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant la période.

Le résultat net consolidé par action après dilution est calculé comme décrit ci-dessus, y compris le nombre moyen pondéré d'actions qui résulterait de la levée des options existantes. Ce calcul est effectué selon la méthode du rachat d'actions.

Conversion des comptes des sociétés étrangères

Les comptes des sociétés étrangères ont été convertis pour le bilan au cours de clôture et pour le compte de résultat au cours moyen de la période.

Crédit-Bail

Les investissements financés sous forme de crédit-bail sont placés à l'actif du bilan et amortis linéairement. En contrepartie, une dette égale au montant de l'engagement est comptabilisée au passif du bilan.

Passifs financiers

Les passifs financiers sont principalement composés d'emprunts et de dettes auprès des établissements de crédit (cf. note 1.4.3.11). Ils sont initialement comptabilisés à leur juste valeur (prenant en compte les éventuels coûts de transaction directement rattachables) puis évalués au coût amorti en appliquant la méthode dite du taux d'intérêt effectif.

Paiement en actions

Les options attribuées à compter du 7 novembre 2002 et dont la date d'exercice est postérieure au 1er janvier 2005 ont été prises en compte.

Les bénéficiaires des options peuvent exercer leurs droits 4 ans après la date d'attribution et ce, pendant un délai de 3 ans, soit entre la 5ème et la 7ème année suivant l'attribution.

La détermination de la juste valeur de ces options à la date d'attribution a été effectuée en appliquant un modèle de type Black & Scholes. Cette valeur est intangible pour la durée du plan.

La valeur des options, considérée comme coût des services rendus par le personnel en contrepartie des options reçues, est comptabilisée linéairement sur la période d'acquisition des droits, soit à raison d'un ¼ par an prorata temporis.

Les principales hypothèses retenues sont les suivantes :

- Taux d'intérêt sans risque égal au taux d'intérêt OAT 10 ans à la date d'attribution du plan
- Cours du support égal à la moyenne des 20 derniers cours de bourse précédant la date d'attribution du plan
- Volatilité (Sigma) observée sur les trois derniers mois de bourse à la date d'attribution du plan
- Taux de rendement du support égal à 2%
- Prix d'exercice et maturité fixés par le plan

1.4.3 Explication des postes des éléments financiers

1.4.3.1 Actifs incorporels

Écarts d'acquisition

Compte tenu de la transversalité des offres du groupe, l'ensemble des départements R&D, avant-vente, commerce, intégration et expertise sont communs et uniques à tous les produits. En conséquence, sur son métier Coheris a identifié une UGT cohérente et identifiable dans le temps :

	Montant brut		Montant net	
	2011	2012	2011	2012
Coheris	8 385	8 385	8 385	8 385
Total	8 385	8 385	8 385	8 385

	Montant brut		Montant net	
	2011	2012	2011	2012
Ouverture	8 106	8 385	8 106	8 385
Variation de périmètre(1)	279	-	279	
Total	8 385	8 385	8 385	8 385

Les tests de valorisation sont mis en œuvre selon la méthode de l'actualisation des cash flows futurs (DCF) dont les principales hypothèses retenues sont les suivantes :

- élaboration d'un Business Plan à 4 ans
- taux de croissance à l'infini à 2% au-delà
- taux d'actualisation indexé sur le taux sans risque OAT à 10 ans, la prime de risque du secteur et le Bêta de la société (au 31/12/2012, le taux d'actualisation retenu est de 10,47 %).

Les mêmes hypothèses ont été retenues pour l'ensemble des tests de valorisation effectués pour tenir compte d'une homogénéité des activités, des marchés, et des zones géographiques des actifs concernés.

Les éléments défavorables endogènes (réorganisation commerciale notamment) ou exogènes (conditions de marchés très défavorables) observés au cours de l'exercice 2012 ont été jugés exceptionnels. Ainsi, les prévisions budgétaires ont été réalisées sur la base d'une reprise d'activité franche mais progressive permettant un retour à la rentabilité dès 2013. Le taux de croissance annuel moyen du chiffre d'affaires sur la durée du Business Plan s'établit à près de 7 %. Les charges ont été ajustées pour tenir compte à la fois des augmentations normalement pratiquées (sur les loyers et les salaires principalement) mais également des ajustements d'effectifs liés aux croissances de chiffre d'affaires projetés. Les hypothèses fiscales liées à l'imputation des déficits fiscaux de l'exercice 2012 et à l'application du dispositif du Crédit Impôt Recherche ont été considérées stables dans le temps.

La valeur d'utilité déterminée à partir de ces hypothèses permet de couvrir plus d'une fois et demie la valeur comptable des actifs incorporels. Elle reste cependant particulièrement sensible aux hypothèses retenues pour l'établissement du Business Plan. Ainsi une diminution de 1,5 % du taux de croissance annuel moyen du chiffre d'affaires sur la durée du Business Plan sans ajustement des charges ramènerait la valeur d'utilité des actifs proche de leur valeur comptable.

Les méthodes analogiques n'ont pas été retenues compte tenu de la forte disparité et de la forte volatilité des valorisations de sociétés comparables et de transactions dans ce domaine d'activité.

Immobilisations incorporelles

a) Valeurs brutes :

	31/12/2011	Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	31/12/2012
Frais de recherche et de développement	21 695		1 932		23 627
Concessions, brevets	769		10		779
Autres	-				
Total	22 464		1 942		24 406

Les frais de recherche et développement sont liés aux investissements sur les produits des gammes :

- Coheris CRM (gamme de logiciels dans le domaine du CRM orientés service client et Marketing ainsi que l'automatisation des Forces de Vente),
- Coheris Liberty (gamme de logiciels de Business Intelligence)
- Coheris SPAD (gamme de logiciels de Datamining et Data Quality Management).

b) Amortissements :

	31/12/2011	Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	31/12/2012
Frais de recherche et développement	18 112		2 163		20 275
Concessions, brevets	767		40		771
Autres	-				
Total	18 879		2 203		21 046

c) Valeurs nettes :

	31/12/2011	31/12/2012
Frais de recherche et développement	3 583	3 352
Concessions, brevets		
Autres	2	8
Total	3 585	3 360

Les échéanciers d'amortissements des frais de recherche et développement sont les suivants :

	Valeur nette au 31/12/2012	Amortissement N+1	Amortissement N+2	Amortissement N+3
Frais de recherche et développement	4 345	2 320	1 456	569
Impact CIR	-993	-513	-346	-134
Total Frais de Recherche et développement	3 352	1 807	1 110	435

1.4.3.2 Immobilisations corporelles

	31/12/2011	Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	31/12/2012
Valeur brute	1 601	-7	45	92	1 547
Amortissements	1 293	-7	120	92	1 314
Valeur nette	308	-	-75	-	233

1.4.3.3 Titres mis en équivalence

Le 21 décembre 2010, Coheris a acquis par voie d'augmentation de capital 15,83 % de la société Jeemeo qui dispose d'une technologie d'intégration des réseaux sociaux aux logiciels de CRM.

En date du 18 octobre 2012, la société a été liquidée par décision du Tribunal de Commerce de Nanterre (cf. 1.4.1.2).

Après prise en compte d'une quote-part de résultat de 28 K€ sur l'exercice 2012, la perte de déconsolidation s'élève à 143 K€.

1.4.3.4 Actifs financiers

a) Valeurs brutes :

	31/12/2011	Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	31/12/2012
Titres non consolidés	1				1
Autres actifs	365			3	362
Total	366			3	363

Les titres non consolidés sont ceux de la société suivante :

Participations Non consolidées	Capital (en k€)	Réserves et Ran	Résultat 2012	Quote part capital détenu	CA HT 2012	Valeur brute des titres (en k€)
ABSO+	10	(nd)	(nd)	1%	(nd)	0

Les autres actifs financiers correspondent essentiellement à des dépôts de garantie sur locations immobilières.

Provisions :

	31/12/2011	Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	31/12/2012
Titres non consolidés	1				1
Autres immobilisations					
Total	1				1
Valeur nette	365				362

1.4.3.5 Actifs d'impôts différés

	31/12/2012	31/12/2011
Sur IFC	85	76
Sur autres décalages temporaires	61	99
Sur déficits fiscaux activés	777	100
TOTAL	923	275

Les actifs d'impôts différés ne concernent que le groupe d'intégration fiscale Coheris.

Compte tenu des hypothèses retenues pour l'établissement du budget pour les années 1 à 4 (cf 1.4.3.1) mais également des règles fiscales en vigueur à la clôture des comptes, les déficits fiscaux 2012 devraient être imputés d'ici 2 à 3 exercices.

1.4.3.6 Créances d'exploitation

1.4.3.6.1 Créances clients et comptes rattachés

Elles sont présentées nettes de provisions qui sont de 697 k€ sur les créances clients (716 k€ en 2011).

Les créances clients se décomposent comme suit par date d'échéance :

	Total	Non échues	< 3 mois	3 -12 mois	> 1 an
Créances clients brutes	8 894	7 097	194	635	968
Dépréciation	-697				-697
Créances clients nettes	8 197	7 097	194	635	271

1.4.3.6.2 Autres créances

	31/12/12	31/12/11
Avances fournisseurs	4	5
Impôt sur les bénéfices	1 267	176
Taxe sur la valeur ajoutée	651	110
Charges constatées d'avance	321	127
Divers	49	107
TOTAL	2 292	525

Le poste impôt sur les bénéfices correspond principalement aux crédits d'impôts recherche et à la créance de report en arrière des déficits.

1.4.3.7 Autres placements non équivalents de trésorerie

Dans le cadre de l'acquisition de la société Quatrax, Coheris a conclu un emprunt (cf. 1.4.3.11) qui a fait l'objet d'une garantie donnée à l'établissement prêteur sous la forme d'un nantissement de comptes à terme à taux progressifs dont les échéances sont à 36 mois, pour un montant de 270 K€, et 60 mois, pour un montant de 90 K€.

Au regard de la norme IAS7 et la recommandation AMF n°2011-16, ces placements ont été analysés comme n'étant pas qualifiables d'équivalents de trésorerie et ont donc été portés sur une ligne distincte au bilan consolidé.

1.4.3.8 Trésorerie et équivalents trésorerie – Trésorerie nette de clôture

	31/12/12	31/12/11
VMP (Sicav monétaires en euro)	13	13
Comptes à terme (- 3 mois)	200	200
Comptes à terme (+ 3 mois) ⁽¹⁾	4 200	4 000
Comptes bancaires	1 443	3 407
Trésorerie et équivalents trésorerie	5 856	7 618
Découverts bancaires	-252	-9
Trésorerie nette de clôture	5 604	7 609

(1) Afin de bénéficier d'opportunités de placement plus rémunératrices que de simples OPCVM, Coheris a conclu en juillet 2012 un compte à terme à taux progressifs à échéance 18 mois pour un montant global de 4 200 K€. Ce placement, dont la rémunération reste plus attractive en date de clôture que celle qui aurait été obtenue sur des placements CT (- 3 mois), est résiliable à la fin de chaque trimestre et ce, sans pénalité. Dans ces conditions, si la société devait avoir à faire face à des besoins de trésorerie, il serait alors parfaitement possible de rompre tout ou partie de ce contrat en vue de faire face à ces besoins.

Au regard de la norme IAS 7 et de la recommandation AMF n°2011-16, ce placement a été analysé comme étant qualifiable d'équivalents de trésorerie et a donc été présenté au poste trésorerie du bilan consolidé.

1.4.3.9 Contrat de liquidité

En vertu de l'autorisation qui lui a été conférée par son Assemblée Générale du 20 juin 2012, Coheris déclare avoir réalisé les transactions suivantes au titre du contrat de liquidité confié à la Société de Bourse Gilbert Dupont.

A la date du 31 décembre 2012, les moyens suivants figuraient au compte de liquidité :

- Nombre d'actions : 13 566 titres
- Solde en espèce du compte de liquidité : 19 028,02 €

Il est rappelé que lors du communiqué de mise en œuvre, les moyens suivants figuraient au compte de liquidité :

- Nombre d'actions : 21 513 titres
- Solde en espèces du compte de liquidité : 6 405,26 €

Soit une valeur totale au 31 décembre 2012 (au cours de clôture de 1,64 € par action) de 41 686,58 €.

1.4.3.10 Provisions pour risques et charges

	A l'ouverture	Variation de périmètre	Dotation	Reprise		A la clôture
				Avec utilisation	Sans utilisation	
Indemnités de départ à la retraite	227		21			248
Pertes à terminaison	11		167	11		167
Provision pour restructuration			365			365
Autres	511		47	101		457
Total	749		600	112		1 237

Une provision permettant de couvrir un risque de perte à terminaison a été constituée au 31/12/2012 sur plusieurs projets au forfait d'intégration d'une solution Coheris à hauteur de 167 K€.

Les autres provisions se rapportent à des risques et des charges d'exploitation.

A la connaissance de la société, les litiges connus ne nécessitent pas de provisionnement supplémentaire dans les comptes au 31/12/2012.

1.4.3.11 Passifs financiers

	Total	- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	982	548	434	-
Autres dettes financières	257	257	-	-
Total	1 239	805	434	-

1.4.3.12 Passifs d'impôts différés

	31/12/12	31/12/11
Sur frais de Recherche et Développement	90	201
Sur provision pour titres auto détenus	129	49
TOTAL	219	250

1.4.3.13 Autres dettes

Les principaux postes sont les suivants :

	31/12/12	31/12/11
Personnel	1 367	1 440
Organismes sociaux	1 866	1 565
Taxes sur le chiffre d'affaires	2 089	1 885
Impôts sur les bénéfices		36
Autres impôts et taxes	44	375
Produits constatés d'avance	3 491	3 486
Autres	139	156
Total	8 996	8 943

1.4.3.14 Chiffre d'affaires

La répartition du chiffre d'affaires par nature est la suivante :

	31/12/12	31/12/11
Licences internes	2 713	4 257
Maintenance	6 881	6 866
Prestations associées	7 494	9 433
Total	17 088	20 556

La ventilation du chiffre d'affaires s'établit comme suit par pays d'origine de facturation :

	31/12/12	31/12/11
France	17 010	20 390
Suisse	78	166
TOTAL	17 088	20 556

1.4.3.15 Effectif et charges de personnel

Au 31 décembre 2012 l'effectif est de 186 collaborateurs. En moyenne sur l'année 2012, l'effectif a été de 189 collaborateurs.

La répartition de l'effectif au 31 décembre 2012 par qualification est :

Directeurs	8
Cadres	162
AM et employés	16
Total	186

Il n'a pas été calculé de participation et d'intéressement des salariés sur l'exercice.

1.4.3.16 Impôt sur les sociétés

Il se décompose comme suit :

Impôt dû	-114
Impôt différé	-679
Total	-793

L'écart entre la charge d'impôt théorique et la charge d'impôt effective s'explique comme suit (en k€):

Charge d'impôt théorique	-738
Impact des charges définitivement non déductibles	29
IDA passés en pertes	100
Amortissement du CIR non fiscalisé	-190
Divers	6
Charge d'impôt effective	-793

Les crédits d'impôt recherche 809 K€ en 2012 et 458 K€ en 2011 ont été enregistrés en diminution des frais de recherche et développement à l'actif du bilan.

1.4.3.17 Engagements hors bilan

Il n'y a pas au 31 décembre 2012 d'engagement hors bilan.

1.4.3.18 Politique et gestion des risques

Les risques auxquels la société peut être confrontée sont présentés ci-dessous

Risque client

Coheris a plus de 1200 clients toutes activités confondues. Les 10 clients les plus importants représentent 32 % du chiffre d'affaires du Groupe.

Dans ces conditions, Coheris, n'est pas dépendant d'un client particulier.

En ce qui concerne les risques de défaillance financière, les clients de Coheris sont essentiellement des grandes entreprises qui ne présentent pas de risque de ce type.

Risque de taux

Échéancier des actifs et des dettes financières.

	A 1 an	1 an à 5 ans	Au-delà
Actifs financiers	5 856	722	
Passifs financiers	-805	-434	
Position nette avant gestion	5 051	288	
Hors bilan			
Position nette après gestion	5 051	288	

Les actifs financiers faisant l'objet d'une rémunération fixée pour l'exercice 2013 (cf 1.4.3.7 et 1.4.3.8) 1 point de variation des taux court terme impliquerait une variation de 9 K€ des charges financières sur l'exercice à venir. Le coût de l'endettement financier net s'est élevé à + 62 K€ sur l'exercice 2012. En raison de sa faible exposition au risque de taux, la société n'a pas jugé utile de mettre en place de méthode de gestion de ce risque de taux.

Risque de change

L'exposition du Groupe au risque de change est constitué principalement des ventes négociées en CHF avec les clients de la société Coheris Switzerland diminuées des dépenses et d'éventuels investissements et remboursements d'emprunts dans cette devise.

La position nette des actifs réalisables diminuée des passifs exigibles au 31/12/2012 est de 67 KCHF.

Compte tenu de cette faible exposition en devise, la société n'a pas mis en place de méthode de suivi et de gestion de ce risque.

Risque de liquidités

Tableau synthétique recensant l'ensemble des dettes financières auprès d'établissement de crédit par catégorie, par devise :

Type d'emprunt	Montant initial en k€	Échéance	Nature du Taux	Existence de couvertures	Capital restant dû au 31/12/2012 en k€
Emprunt bancaire	900	2015	Variable	NON	626
Emprunt bancaire	60	2015	Fixe	NON	41
Avance remboursable OSEO	130	214	Na	Na	65
Découvert bancaire	250	Na	E3M+1,25%	Na	250
Total	1 340				982

La société dispose d'une trésorerie disponible de 5 858 K€ au 31/12/2012, par conséquent le risque de liquidités est non significatif.

1.4.3.19 Litiges

Les litiges ont fait l'objet de provisions en fonction du risque estimé.

A la connaissance de la société, il n'existe pas de litige dont le risque envisagé nécessiterait un provisionnement supplémentaire dans les comptes au 31/12/2012.

1.4.3.20 Options de souscription d'actions

L'assemblée générale extraordinaire du 28 mai 1999 a autorisé le Conseil d'Administration à consentir des options de souscriptions d'actions. Le nombre total d'actions pouvant être souscrites au 31 décembre 2012 est de 7 500 actions.

Le tableau ci-dessous présente le détail des actions pouvant être souscrites :

Date d'attribution des options de souscription d'action	Nombre d'actions	Valeur d'exercice (€)	Dates d'exercice
04 mai 2006	7 500	7,18	Du 04 mai 2010 au 03 mai 2013
TOTAL			

1.4.3.21 Proposition d'affectation du résultat

La proposition d'affectation du résultat sera fixée lors du Conseil d'Administration du 24 avril 2013 et sera communiquée avec la convocation à l'Assemblée Générale du 13 juin 2013.

5. Honoraires des Commissaires aux Comptes

Conformément à l'instruction de COB n° 2002-06, Coheris présente ci-dessous le montant des honoraires versés aux Commissaires aux Comptes et aux membres de leurs réseaux pour les deux derniers exercices.

En K€	MAZARS				EREC			
	2012		2011		2012		2011	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Commissariat aux comptes, Certification, examen des comptes individuels et consolidés	40	100	56	100	42	100	48	98
Autres prestations							1	2
TOTAL	40		56		42		49	

6. Rapport général des Commissaires aux Comptes sur les comptes sociaux

Exercice clos le 31 décembre 2012

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société COHERIS, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe de la note 1.2.1.3 relatif aux tests de dépréciation. Ce paragraphe présente les principales hypothèses utilisées pour déterminer la valeur actuelle des actifs incorporels et des titres de participation et fournit une indication de leur sensibilité à d'éventuels changements par rapport aux hypothèses retenues.

II - Justification des appréciations

Les estimations comptables, concourant à la préparation des états financiers au 31 décembre 2012, ont été réalisées dans un contexte de difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques.

C'est dans ce contexte que, conformément aux dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce, nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance :

La note 1.2.1.3 de l'annexe aux comptes sociaux décrit les « Règles et méthodes comptables » retenues par la société, en particulier en ce qui concerne l'évaluation des immobilisations incorporelles et la prise en compte du chiffre d'affaires. Pour ces éléments, nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses retenues et vérifier le caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Courbevoie et Boulogne Billancourt, le 30 avril 2013

Les Commissaires aux Comptes

Membres de la Compagnie Régionale de Versailles

MAZARS

Raymond PETRONI

Léon LEWKOWICZ

EREC ASSOCIES

Didier LECHEVALIER

7. Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2012

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société COHERIS, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS, tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe « Ecart d'acquisition » de la note 1.4.3.1. « Actifs incorporels » qui présente les principales hypothèses utilisées pour déterminer la valeur recouvrable des écarts d'acquisition et fournit une indication de leur sensibilité à d'éventuels changements par rapport aux hypothèses retenues.

II - Justification des appréciations

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 31 décembre 2012 ont été réalisées dans un contexte de difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques. C'est dans ce contexte que conformément aux dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce, nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance :

La note 1.4.2.3 de l'annexe expose les « Méthodes comptables » retenues par le groupe pour l'évaluation des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles et la prise en compte du chiffre d'affaires.

Dans le cadre de notre appréciation de ces éléments, nos travaux ont consisté à vérifier leur caractère approprié, à apprécier les données et les hypothèses retenues et à vérifier le caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III – Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Courbevoie et à Boulogne Billancourt, le 30 avril 2013

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS

Raymond PETRONI

Léon LEWKOWICZ

EREC ASSOCIES

Didier LECHEVALIER